

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3540

[C — 2004/29283]

**28 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;

Vu les avis du Conseil supérieur de l'Education permanente donnés les 10 décembre 2003 et 28 janvier 2004;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 19 novembre 2003 et 25 février 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 24 mars 2004;

Vu la délibération du Gouvernement du 28 avril 2004;

Sur proposition du Ministre ayant l'Education permanente dans ses attributions,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Le décret : le décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente.

2° Le Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française.

3° Le Ministre : Le Ministre de la Communauté française qui a l'éducation permanente dans ses attributions.

4° L'Administration : le Service de l'éducation permanente de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française.

5° L'Inspection : Le Service de l'Inspection générale de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française.

6° Le Conseil : le conseil supérieur de l'éducation permanente

7° L'association : L'association sans but lucratif reconnue ou ayant introduit une demande de reconnaissance dans le cadre du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente.

CHAPITRE II. — *Conditions de reconnaissance dans le cadre de l'axe 1,
visé à l'article 3, 1 du décret et catégories de forfait correspondantes*Section 1^{re}. — *Définitions et principes généraux*

Art. 2. Dans le cadre du présent Chapitre, on entend par :

1° Thématique d'action : identification par l'association, en toute autonomie, des enjeux essentiels qu'elle identifie à moyen ou long terme, lesquels orientent ses activités d'éducation permanente. La thématique d'action correspond à l'axe 1, tel que défini à l'article 3, 1 du décret et au prescrit de l'article 1 du décret. Elle s'inscrit dans l'objet social de l'association mais ne s'identifie pas avec ce dernier.

Chaque thématique d'action est mentionnée et exposée dans le projet contenant le plan d'action de 5 ans tel que visé à l'article 7, 3° du décret.

Chaque thématique d'action se voit concrétisée par au moins 30 heures d'activités.

2° Activité : mise en œuvre concrète des thématiques d'action planifiées par l'association. Elle est concrète et quantifiable. Elle correspond à l'axe 1, tel que défini à l'article 3, 1 du décret et au prescrit de l'article 1 du décret.

Sont considérées comme activités notamment les animations socioculturelles, programmes d'éducation non formelle, séminaires, conférences, réunions thématiques, groupes de réflexion, groupes de travail, colloques, expositions, visites thématiques, échanges internationaux et activités de diffusion culturelle.

Sont également considérées comme activités les réunions de préparation des activités visées à l'alinéa précédent et, plus généralement, des projets de l'association, ainsi que les réunions d'évaluation de ces activités et projets, et ce pour autant que ces réunions impliquent le public visé par l'activité.

Ne sont pas considérées comme activités les réunions de fonctionnement administratif ou technique, d'organisation interne et de gestion quotidienne des associations, les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'association, ainsi que les réunions de préparation et d'évaluation des activités et projets n'impliquant pas la participation du public visé par l'activité.

Art. 3. § 1^{er}. Pour bénéficier d'une reconnaissance dans l'axe 1 selon les catégories et forfaits déterminés par le décret, les activités inscrites dans cet axe :

- Se développent en cohérence avec le milieu social et l'environnement qu'elles visent;
- Prévoient et développent les moyens pour assurer l'accessibilité et la participation effective des publics visés, en assurant une visibilité publique et une publicité des activités et des objectifs de l'association;
- se distinguent par leur contenu, la méthodologie mise en place et, le cas échéant, les publics qu'elles visent, de programmes de formation de type scolaire, parascolaire, universitaire, para universitaire, académique et professionnel;
- se distinguent, par leurs objectifs, des formations de promotion sociale et d'insertion socio-professionnelle.

§ 2. En application de l'article 3, 1., alinéa 2 du décret, l'association précise, dans le projet tel que visé à l'article 7, 3° du décret, les stratégies et moyens qu'elle entend mettre en œuvre pour mener ses activités notamment avec des publics issus de milieux populaires au sens du décret.

L'association précise, dans le rapport d'activités visé aux articles 19 et 20 du décret, les résultats obtenus quant à cet objectif.

Section 2. — Conditions de reconnaissance et catégories de forfait correspondantes

Art. 4. § 1^{er}. Pour être reconnue en vertu de l'article 4 du décret, dans le cadre de l'axe 1, tel que visé à l'article 3, 1 du décret, l'association dont l'impact territorial est la commune, le village ou le quartier répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. développer au moins une thématique d'action à ce niveau territorial;
- b. concrétiser cette ou ces thématique(s) d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 60 heures par an, pour lesquelles une information et une concertation régulières des participants et des membres de l'association sont réalisées.

En application de l'article 11, § 1^{er} du décret, le montant du forfait correspondant à cette catégorie est de 5.000 EUR.

§ 2. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 1^{er}, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins :
 - soit à une commune et ses hameaux;
 - soit à un quartier urbain;
 - soit à une zone comptant 15.000 habitants.
- b. développer au moins deux thématiques d'action à ce niveau territorial;
- c. concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 100 heures par an;
- d. développer au moins 1 activité annuelle s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités et projets de l'association;
- e. réaliser une information et une concertation régulière des participants et des membres de l'association.

En application de l'article 11, § 1^{er} du décret, le montant du forfait correspondant à cette catégorie est de 9.900 EUR.

§ 3. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 2, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 30.000 habitants;
- b. développer au moins trois thématiques d'action à ce niveau territorial;
- c. concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 150 heures par an;
- d. développer au moins 2 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités et projets de l'association;
- e. réaliser une information et une concertation régulière des participants et des membres de l'association.

En application de l'article 11, § 1^{er} du décret, le montant du forfait correspondant à cette catégorie est de 11.200 EUR.

Art. 5. § 1^{er}. Pour être reconnue en vertu de l'article 4 du décret, dans le cadre de l'axe 1, tel que visé à l'article 3, 1 du décret, l'association dont l'impact territorial est celui visé à l'article 10, 1°, 1) du décret répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins :
 - soit à une zone comptant 50.000 habitants;
 - soit, pour les régions comptant moins de 75 habitants par kilomètre carré, au territoire de six communes;
- b. développer au moins deux thématiques d'action à ce niveau territorial;
- c. concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 200 heures par an;
- d. développer au moins 2 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités et projets de l'association;
- e. réaliser une information et une concertation régulière des participants et des membres de l'association.

En application de l'article 10, 1°, 1), a) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 10.

§ 2. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 1^{er}, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins :
 - soit à une zone comptant 100.000 habitants;
 - soit, pour les régions comptant moins de 75 habitants par kilomètre carré, au territoire de huit communes;
- b. développer au moins trois thématiques d'action à ce niveau territorial;
- c. concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 260 heures par an;
- d. développer au moins 3 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités et projets de l'association;
- e. réaliser une information et une concertation régulière des participants et des membres de l'association.

En application de l'article 10, 1°, 1), *b*) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 15.

§ 3. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 2, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 500.000 habitants;
- b. développer au moins quatre thématiques d'action à ce niveau territorial;
- c. concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 290 heures par an;
- d. développer au moins 3 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités et projets de l'association;
- e. réaliser une information et une concertation régulière des participants et des membres de l'association;
- f. réaliser l'organisation d'un événement par an, ou une publication par an, à destination d'un large public, assurant la visibilité de l'association, de ses objectifs, projets et activités, ces réalisations pouvant faire l'objet d'un partenariat avec d'autres associations.

En application de l'article 10, 1°, 1), *c*) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 20.

§ 4. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 3, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 1.000.000 habitants;
- b. développer au moins quatre thématiques d'action à ce niveau territorial;
- c. concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 320 heures par an;
- d. développer au moins 4 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités et projets de l'association;
- e. réaliser une information et une concertation régulière des participants et des membres de l'association;
- f. réaliser l'organisation d'un événement par an, ou une publication par an, à destination d'un large public, assurant la visibilité de l'association, de ses objectifs, projets et activités, ces réalisations pouvant faire l'objet d'un partenariat avec d'autres associations.

En application de l'article 10, 1°, 1), *d*) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 25.

Art. 6. § 1^{er}. Pour être reconnue en vertu de l'article 4 du décret, dans le cadre de l'axe 1, tel que visé à l'article 3, 1 du décret, l'association dont l'impact territorial s'étend à l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale répond au minimum aux conditions suivantes :

- a) développer au moins deux thématiques d'action à ce niveau territorial;
- b) concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 320 heures par an;
- c) développer au moins 3 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités et projets de l'association;
- d) réaliser une information et une concertation régulière des participants, des membres et des partenaires des activités de l'association;
- e) assurer la coordination des activités, ainsi que des échanges entre les différents groupes de participants;
- f) réaliser l'organisation d'un événement par an, ou une publication par an, à destination d'un large public, assurant la visibilité de l'association, de ses objectifs, projets et activités, ces réalisations pouvant faire l'objet d'un partenariat avec d'autres associations.

En application de l'article 10, 1°, 2), *a*) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 25.

§ 2. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 1^{er}, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a) développer au moins trois thématiques d'action à ce niveau territorial;
- b) concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 450 heures par an;
- c) développer au moins 4 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités et projets de l'association;
- d) réaliser une information et une concertation régulière des participants, des membres et des partenaires des activités de l'association;
- e) assurer la coordination des activités, ainsi que des échanges entre les différents groupes de participants;
- f) réaliser l'organisation d'un événement par an, ou une publication par an, à destination d'un large public, assurant la visibilité de l'association, de ses objectifs, projets et activités, ces réalisations pouvant faire l'objet d'un partenariat avec d'autres associations.

En application de l'article 10, 1°, 2), *b*) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 35.

§ 3. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 2, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. développer au moins quatre thématiques d'action à ce niveau territorial;
- b. concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 900 heures par an, dans au moins trois territoires distincts comptant au minimum 100.000 habitants chacun, situés au moins :
 - soit dans deux Provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
 - soit dans trois Provinces distinctes;
- c. développer au moins 5 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités et projets de l'association, dans au moins trois territoires distincts comptant au minimum 100.000 habitants chacun, situés au moins :
 - dans deux Provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
 - soit dans trois Provinces distinctes;
- d. réaliser une information et une concertation régulière des participants, des membres et des partenaires des activités de l'association;
- e. assurer la coordination des activités, ainsi que des échanges entre les différents groupes de participants;
- f. assurer la coordination des activités menées au niveau des différents territoires visés aux points b. et c. du présent paragraphe;
- g. réaliser l'organisation d'un événement par an, ou une publication par an, à destination d'un large public, assurant la visibilité de l'association, de ses objectifs, projets et activités, ces réalisations pouvant faire l'objet d'un partenariat avec d'autres associations;
- h. développer ses activités en relation et, le cas échéant, en partenariat avec d'autres associations, quel que soit l'impact territorial des activités de ces dernières.

En application de l'article 10, 1^o, 2), c) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 60.

Art. 7. § 1^{er}. Pour bénéficier d'une reconnaissance spécifique en qualité de « mouvement » en vertu de l'article 5 du décret, dans le cadre de l'axe 1, tel que visé à l'article 3, 1 du décret, l'association qui fédère de trois à cinq associations dépendantes, situées dans au moins trois Provinces distinctes ou dans deux Provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. pour l'association fédérante, ci après la « générale » et les associations fédérées, ci après les « régionales » :
 - 1) développer entre deux et quatre thématiques d'action;
 - 2) concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 180 heures par an;
 - 3) réaliser au moins deux activités par an, ayant un impact sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, s'adressant à un large public, au delà des membres du mouvement et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser des participants potentiels;
 - 4) réaliser un périodique de liaison à destination des membres du mouvement, diffusé à une fréquence au moins trimestrielle, et adressé à l'ensemble des associations reconnues en vertu du décret;
 - 5) disposer d'un site internet présentant, en ligne, le programme des activités;
 - 6) assurer la coordination des activités menées par les régionales;
 - 7) participer à des projets communs avec d'autres associations, reconnues ou non en vertu du décret, sur la base de la collaboration, du partenariat ou du réseau;
- b. pour l'ensemble des associations fédérées, ci après les « régionales » :
 - 1) réaliser des activités locales de proximité d'une durée d'au moins 1.200 heures par an, dont, par exception à l'article 2, 60 % au moins concrétisent les thématiques d'action visées au point a., 1) du présent paragraphe;
 - 2) réaliser au moins 6 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels;
- c. pour chaque régionale :
 - 1) réaliser au moins 200 heures d'activités locales de proximité par an; ces heures entrent dans le calcul du nombre d'heures d'activités locales de proximité visé au point b. 1) du présent paragraphe;
 - 2) réaliser au moins 1 activité annuelle s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels; cette activité entre dans le calcul du nombre d'activités visé au point b. 2) du présent paragraphe;
 - 3) présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 100.000 habitants;
 - 4) transmettre à l'Administration les documents attestant de ses liens institutionnels ou contractuels avec la générale;

En application de l'article 10, 2^o, 1), a) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 70.

§ 2. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 1^{er}, l'association qui fédère de trois à cinq régionales situées dans au moins deux Provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-capitale répond au minimum aux conditions suivantes :

a. pour la générale et les régionales :

- 1) développer entre deux et quatre thématiques d'action;
- 2) concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 180 heures par an;
- 3) réaliser au moins deux activités par an, ayant un impact sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, s'adressant à un large public, au delà des membres du mouvement et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser des participants potentiels;
- 4) réaliser un périodique de liaison à destination des membres du mouvement, diffusé à une fréquence au moins trimestrielle, et adressé à l'ensemble des associations reconnues en vertu du décret;
- 5) disposer d'un site internet présentant, en ligne, le programme des activités;
- 6) assurer la coordination des activités menées par les régionales;
- 7) participer à des projets communs avec d'autres associations, reconnues ou non en vertu du décret, sur la base de la collaboration, du partenariat ou du réseau;

b. pour l'ensemble des régionales :

- 1) réaliser des activités locales de proximité d'une durée d'au moins 1.600 heures par an, dont, par exception à l'article 2, 60 % au moins concrétisent les thématiques d'action visées au point a., 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins 8 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels;

c. pour chaque régionale :

- 1) réaliser au moins 200 heures d'activités locales de proximité par an; ces heures entrent dans le calcul du nombre d'heures d'activités locales de proximité visé au point b. 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins une activité annuelle s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants; cette activité entre dans le calcul du nombre d'activités visé au point b. 2) du présent paragraphe;
- 3) présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 100.000 habitants;
- 4) transmettre à l'Administration les documents attestant de ses liens institutionnels ou contractuels avec la générale;

En application de l'article 10, 2°, 1), b) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 95.

§ 3. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 2, l'association qui fédère de trois à cinq régionales situées dans au moins deux Provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-capitale répond au minimum aux conditions suivantes :

a. pour la générale et les régionales :

- 1) développer entre deux et quatre thématiques d'action;
- 2) concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 180 heures par an;
- 3) réaliser au moins deux activités par an, ayant un impact sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, s'adressant à un large public, au delà des membres du mouvement et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser des participants potentiels;
- 4) réaliser un périodique de liaison à destination des membres du mouvement, diffusé à une fréquence au moins trimestrielle, et adressé à l'ensemble des associations reconnues en vertu du décret;
- 5) disposer d'un site internet présentant, en ligne, le programme des activités;
- 6) assurer la coordination des activités menées par les régionales;
- 7) participer à des projets communs avec d'autres associations, reconnues ou non en vertu du décret, sur la base de la collaboration, du partenariat ou du réseau;

b. pour l'ensemble des régionales :

- 1) réaliser des activités locales de proximité d'une durée d'au moins 2.000 heures par an, dont, par exception à l'article 2, 60 % au moins concrétisent les thématiques d'action visées au point a., 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins 10 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels;

c. pour chaque régionale :

- 1) réaliser au moins 200 heures d'activités locales de proximité par an; ces heures entrent dans le calcul du nombre d'heures d'activités locales de proximité visé au point b. 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins une activité annuelle s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels; cette activité entre dans le calcul du nombre d'activités visé au point b. 2) du présent paragraphe;
- 3) présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 100.000 habitants;
- 4) transmettre à l'Administration les documents attestant de ses liens institutionnels ou contractuels avec la générale;

En application de l'article 10, 2°, 1), c) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 120.

Art. 8. § 1^{er}. Pour bénéficier d'une reconnaissance spécifique en qualité de « mouvement » en vertu de l'article 5 du décret, dans le cadre de l'axe 1, tel que visé à l'article 3, 1 du décret, l'association qui fédère de six à huit associations dépendantes situées dans au moins trois Provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, répond au minimum aux conditions suivantes :

a. pour la générale et les régionales :

- 1) développer entre trois et cinq thématiques d'action;
- 2) concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 240 heures par an;
- 3) réaliser au moins trois activités par an, ayant un impact sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, s'adressant à un large public, au delà des membres du mouvement et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser des participants potentiels;
- 4) réaliser un périodique de liaison à destination des membres du mouvement, diffusé à une fréquence au moins trimestrielle, et adressé à l'ensemble des associations reconnues en vertu du décret;
- 5) disposer d'un site internet présentant, en ligne, le programme des activités;
- 6) assurer la coordination des activités menées par les régionales;
- 7) participer à des projets communs avec d'autres associations, reconnues ou non en vertu du décret, sur la base de la collaboration, du partenariat ou du réseau;

b. pour l'ensemble des régionales :

- 1) réaliser des activités locales de proximité d'une durée d'au moins 2.400 heures par an, dont, par exception à l'article 2, 60 % au moins concrétisent les thématiques d'action visées au point a., 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins 12 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels;

c. pour chaque régionale :

- 1) réaliser au moins 200 heures d'activités locales de proximité par an; ces heures entrent dans le calcul du nombre d'heures d'activités locales de proximité visé au point b. 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins une activité s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels; cette activité entre dans le calcul du nombre d'activités visé au point b. 2) du présent paragraphe;
- 3) présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 100.000 habitants;
- 4) transmettre à l'Administration les documents attestant de ses liens institutionnels ou contractuels avec la générale;

En application de l'article 10, 2°, 2), a) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 145.

§ 2. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 1^{er}, l'association qui fédère de six à huit régionales situées dans au moins trois Provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale répond au minimum aux conditions suivantes :

a. pour la générale et les régionales :

- 1) développer entre trois et cinq thématiques d'action;
- 2) concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 240 heures par an;
- 3) réaliser au moins trois activités par an, ayant un impact sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, s'adressant à un large public, au delà des membres du mouvement et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser des participants potentiels;
- 4) réaliser un périodique de liaison à destination des membres du mouvement, diffusé à une fréquence au moins trimestrielle, et adressé à l'ensemble des associations reconnues en vertu du décret;
- 5) disposer d'un site internet présentant, en ligne, le programme des activités;
- 6) assurer la coordination des activités menées par les régionales;
- 7) participer à des projets communs avec d'autres associations, reconnues ou non en vertu du décret, sur la base de la collaboration, du partenariat ou du réseau;

b. pour l'ensemble des régionales :

- 1) réaliser des activités locales de proximité d'une durée d'au moins 2.800 heures par an, dont, par exception à l'article 2, 60 % au moins concrétisent les thématiques d'action visées au point a., 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins 14 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels;

c. pour chaque régionale :

- 1) réaliser au moins 200 heures d'activités locales de proximité par an; ces heures entrent dans le calcul du nombre d'heures d'activités locales de proximité visé au point b. 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins une activité s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels; cette activité entre dans le calcul du nombre d'activités visé au point b. 2) du présent paragraphe;
- 3) présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 100.000 habitants;
- 4) transmettre à l'Administration les documents attestant de ses liens institutionnels ou contractuels avec la générale;

En application de l'article 10, 2°, 2), b) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 170.

§ 3. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 2, l'association qui fédère de six à huit régionales situées dans au moins trois Provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale répond au minimum aux conditions suivantes :

a. pour la générale et les régionales :

- 1) développer entre trois et cinq thématiques d'action;
- 2) concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 240 heures par an;
- 3) réaliser au moins trois activités par an, ayant un impact sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, s'adressant à un large public, au delà des membres du mouvement et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser des participants potentiels;
- 4) réaliser un périodique de liaison à destination des membres du mouvement, diffusé à une fréquence au moins trimestrielle, et adressé à l'ensemble des associations reconnues en vertu du décret;
- 5) disposer d'un site internet présentant, en ligne, le programme des activités;
- 6) assurer la coordination des activités menées par les régionales;
- 7) participer à des projets communs avec d'autres associations, reconnues ou non en vertu du décret, sur la base de la collaboration, du partenariat ou du réseau;

b. pour l'ensemble des régionales :

- 1) réaliser des activités locales de proximité d'une durée d'au moins 3.200 heures par an, dont, par exception à l'article 2, 60 % au moins concrétisent les thématiques d'action visées au point a., 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins 16 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels;

c. pour chaque régionale :

- 1) réaliser au moins 200 heures d'activités locales de proximité par an; ces heures entrent dans le calcul du nombre d'heures d'activités locales de proximité visé au point b. 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins une activité annuelle s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels; cette activité entre dans le calcul du nombre d'activités visé au point b. 2) du présent paragraphe;
- 3) présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 100.000 habitants;
- 4) transmettre à l'Administration les documents attestant de ses liens institutionnels ou contractuels avec la générale;

En application de l'article 10, 2°, 2), c) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 195.

Art. 9. § 1^{er}. Pour bénéficier d'une reconnaissance spécifique en qualité de « mouvement » en vertu de l'article 5 du décret, dans le cadre de l'axe 1, tel que visé à l'article 3, 1 du décret, l'association qui fédère neuf associations dépendantes et plus situées dans au moins quatre Provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, répond au minimum aux conditions suivantes :

a. pour la générale et les régionales :

- 1) développer entre quatre et six thématiques d'action;
- 2) concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 320 heures par an;
- 3) réaliser au moins quatre activités par an, ayant un impact sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, s'adressant à un large public, au delà des membres du mouvement et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser des participants potentiels;
- 4) réaliser un périodique de liaison à destination des membres du mouvement, diffusé à une fréquence au moins trimestrielle, et adressé à l'ensemble des associations reconnues en vertu du décret;
- 5) disposer d'un site internet présentant, en ligne, le programme des activités;
- 6) assurer la coordination des activités menées par les régionales;
- 7) participer à des projets communs avec d'autres associations, reconnues ou non en vertu du décret, sur la base de la collaboration, du partenariat ou du réseau;

b. pour l'ensemble des régionales :

- 1) réaliser des activités locales de proximité d'une durée d'au moins 3.600 heures par an, dont, par exception à l'article 2, 60 % au moins concrétisent les thématiques d'action visées au point a., 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins 18 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels;

c. pour chaque régionale :

- 1) réaliser au moins 200 heures d'activités locales de proximité par an; ces heures entrent dans le calcul du nombre d'heures d'activités locales de proximité visé au point b. 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins une activité annuelle s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels; cette activité entre dans le calcul du nombre d'activités visé au point b. 2) du présent paragraphe;
- 3) présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 100.000 habitants;
- 4) transmettre à l'Administration les documents attestant de ses liens institutionnels ou contractuels avec la générale;

En application de l'article 10, 2°, 3), a) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 220.

§ 2. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 1^{er}, l'association qui fédère neuf régionales et plus situées dans au moins quatre Provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale répond au minimum aux conditions suivantes :

a. pour la générale et les régionales :

- 1) développer entre quatre et six thématiques d'action;
- 2) concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 320 heures par an;
- 3) réaliser au moins quatre activités par an, ayant un impact sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, s'adressant à un large public, au delà des membres du mouvement et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser des participants potentiels;
- 4) réaliser un périodique de liaison à destination des membres du mouvement, diffusé à une fréquence au moins trimestrielle, et adressé à l'ensemble des associations reconnues en vertu du décret;
- 5) disposer d'un site internet présentant, en ligne, le programme des activités;
- 6) assurer la coordination des activités menées par les régionales;
- 7) participer à des projets communs avec d'autres associations, reconnues ou non en vertu du décret, sur la base de la collaboration, du partenariat ou du réseau;

b. pour l'ensemble des régionales :

- 1) réaliser des activités locales de proximité d'une durée d'au moins 4.000 heures par an, dont, par exception à l'article 2, 60 % au moins concrétisent les thématiques d'action visées au point a., 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins 20 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels;

c. pour chaque régionale :

- 1) réaliser au moins 200 heures d'activités locales de proximité par an; ces heures entrent dans le calcul du nombre d'heures d'activités locales de proximité visé au point b. 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins une activité annuelle s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels; cette activité entre dans le calcul du nombre d'activités visé au point b. 2) du présent paragraphe;
- 3) présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 100.000 habitants;
- 4) transmettre à l'Administration les documents attestant de ses liens institutionnels ou contractuels avec la générale;

En application de l'article 10, 2°, 3), b) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 245.

§ 3. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 2, l'association qui fédère neuf régionales et plus situées dans au moins quatre Provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale répond au minimum aux conditions suivantes :

a. pour la générale et les régionales :

- 1) développer entre quatre et six thématiques d'action;
- 2) concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 320 heures par an;
- 3) réaliser au moins quatre activités par an, ayant un impact sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, s'adressant à un large public, au delà des membres du mouvement et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser des participants potentiels;
- 4) réaliser un périodique de liaison à destination des membres du mouvement, diffusé à une fréquence au moins trimestrielle, et adressé à l'ensemble des associations reconnues en vertu du décret;
- 5) disposer d'un site internet présentant, en ligne, le programme des activités;
- 6) assurer la coordination des activités menées par les régionales;
- 7) participer à des projets communs avec d'autres associations, reconnues ou non en vertu du décret, sur la base de la collaboration, du partenariat ou du réseau;

b. pour l'ensemble des régionales :

- 1) réaliser des activités locales de proximité d'une durée d'au moins 4.400 heures par an, dont, par exception à l'article 2, 60 % au moins concrétisent les thématiques d'action visées au point a., 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins 22 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels;

c. pour chaque régionale :

- 1) réaliser au moins 200 heures d'activités locales de proximité par an; ces heures entrent dans le calcul du nombre d'heures d'activités locales de proximité visé au point b. 1) du présent paragraphe;
- 2) réaliser au moins une activité annuelle s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels; cette activité entre dans le calcul du nombre d'activités visé au point b. 2) du présent paragraphe;
- 3) présenter un champ d'activités territorial correspondant au moins à une zone comptant 100.000 habitants;
- 4) transmettre à l'Administration les documents attestant de ses liens institutionnels ou contractuels avec la générale;

En application de l'article 10, 2°, 3), c) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 270.

CHAPITRE III. — *Conditions de reconnaissance dans le cadre de l'axe 2, visé à l'article 3, 2. du décret et catégories de forfait correspondantes*

Section 1^{re}. — Principes généraux

Art. 10. Pour être prises en considération dans le cadre du présent Chapitre, les formations répondent aux conditions suivantes :

- 1) s'adresser à des animateurs, formateurs, membres, militants ou responsables associatifs, rémunérés ou non;
- 2) se distinguer par leur contenu, la méthodologie mise en place pour les dispenser et, le cas échéant, les publics qu'elles visent, de programmes de formation de type scolaire, parascolaire, universitaire, académique, professionnel, ainsi que des formations de promotion sociale et d'insertion socioprofessionnelle;
- 3) avoir pour objectif de permettre aux participants d'acquérir des compétences d'animation, d'analyse, de pédagogie, de méthodologie, de communication ou de maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication, à condition que ces dernières soient assorties d'une réflexion critique sur le rôle et la place des nouvelles technologies dans la société.

Art. 11. Pour voir les formations qu'elle réalise prises en considération dans le cadre du présent Chapitre, l'association :

- 1) précise dans le projet visé à l'article 7, 3° du décret les raisons pour lesquelles elle estime qu'elles correspondent au prescrit de l'article 1 et de l'article 3, 2. du décret;
- 2) expose, dans son offre de formation, le public auquel les formations s'adressent;
- 3) réalise une préparation spécifique à l'objet de la formation;
- 4) réalise une analyse des besoins qu'elle identifie en matière de formation;
- 5) assure l'accessibilité des formations et la participation effective du public visé;
- 6) donne à son offre de formation une publicité adéquate, particulièrement à destination des associations reconnues en vertu du décret, ainsi que, plus généralement, à destination des associations actives dans le secteur socioculturel;
- 7) réalise une présentation détaillée des objectifs des formations proposées, de leur planification, de leur durée, du nombre de participants prévu, ainsi que des moyens pédagogiques et méthodologiques qu'elle entend mettre en œuvre dans leur cadre;
- 8) diffuse des outils pédagogiques ou méthodologiques relatifs à leur objet;
- 9) mesure les acquis des participants à l'issue des formations;
- 10) dispose du personnel spécifique à l'organisation des formations, lequel présente le degré de compétence requis pour ce faire;
- 11) dispose d'un site internet.

Art. 12. Les formations prises en considération dans le cadre du présent Chapitre peuvent être générales ou spécialisées.

Elles peuvent être de courte ou de longue durée.

Le nombre de participants à ces formations peut varier de 5 à 30.

Section 2. — Conditions de reconnaissance et catégories de forfait correspondantes

Art. 13. § 1^{er}. Pour être reconnue en vertu de l'article 4 du décret, dans le cadre de l'axe 2, tel que visé à l'article 3, 2 du décret, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. réaliser un programme de formations;
- b. concrétiser ce programme par des formations d'une durée moyenne annuelle d'au moins 6.000 heures/participants.

En application de l'article 10, 3°, a) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 15.

§ 2. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 1^{er}, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. réaliser un programme de formations;
- b. concrétiser ce programme par des formations d'une durée moyenne annuelle d'au moins 11.250 heures/participants.

En application de l'article 10, 3°, b) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 30.

§ 3. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 2, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. réaliser un programme de formations;
- b. concrétiser ce programme par des formations d'une durée moyenne annuelle d'au moins 15.000 heures/participants;
- c. organiser au moins une formation de longue durée de 120 heures par an et impliquant au moins 10 participants. Par formation de longue durée, on entend un cycle de formation continue dont les contenus constituent un tout et pour lequel les participants s'engagent sur la totalité du processus. Cette formation entre dans la comptabilisation du nombre d'heures exigé au point b. du présent paragraphe.

En application de l'article 10, 3°, c) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 45.

CHAPITRE IV. — *Conditions de reconnaissance dans le cadre de l'axe 3, visé à l'article 3, 3 du décret et catégories de forfait correspondantes*

Art. 14. L'association qui demande sa reconnaissance dans cet axe choisit d'inscrire sa demande dans le cadre de l'article 3, 3, 1° ou dans le cadre de l'article 3, 3, 2° du décret.

Ces deux dispositifs ne sont pas cumulables.

Section 1^{re} — Production de services - article 3, 3, 1° du décret

Sous-section 1^{re}. — Principes généraux

Art. 15. Pour bénéficier d'une reconnaissance dans le cadre de la présente Section, l'association :

- 1) met à la disposition ou fournit à des associations et, le cas échéant, à un public principalement adulte des outils pédagogiques ou didactiques, du matériel, de l'équipement permettant aux associations reconnues en vertu du décret de réaliser leurs activités d'éducation permanente ou au public d'en bénéficier;
- 2) met à la disposition ou fournit à des associations et, le cas échéant, à un public principalement adulte les compétences techniques et d'animation nécessaires à l'utilisation des outils visés au 1);
- 3) dispose du personnel spécifique aux services qu'elle offre, lequel présente le degré de compétence requis pour ces productions et services;
- 4) réalise une préparation et un travail d'accompagnement spécifiques aux services qu'elle propose;
- 5) définit les objectifs qu'elle poursuit dans son offre de services;
- 6) dispose d'un site internet.

Art. 16. Les services produits visent, outre les membres de l'association, des utilisateurs extérieurs à cette dernière, qu'ils soient individuels ou collectifs.

L'activité de production de services a un caractère récurrent et systématique.

Art. 17. Pour être pris en considération dans le cadre de la présente section, les services produits se distinguent clairement d'une aide individuelle, morale, sociale, médico-sociale ou psychologique.

Sous-section 2. — Conditions de reconnaissance et catégories de forfait correspondantes

Art. 18. § 1^{er}. Pour être reconnue en vertu de l'article 4 du décret, dans le cadre de l'axe 3, tel que visé à l'article 3, 3, 1° du décret, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. produire des outils aboutissant à au moins 10 réalisations propres à l'association par an;
- b. réaliser une information large et régulière relativement aux outils produits ou aux services proposés;
- c. assurer une diffusion des produits et services la plus large possible, même s'ils concernent un public spécifique.

En application de l'article 10, 4°, a) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 20.

§ 2. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 1^{er}, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. produire des outils aboutissant à au moins 20 réalisations propres à l'association par an;
- b. réaliser une information large et régulière relativement aux outils produits ou aux services proposés;
- c. assurer une diffusion des produits et services la plus large possible, même s'ils concernent un public spécifique.

En application de l'article 10, 4°, b) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 30.

Art. 19. Pour bénéficier d'une reconnaissance spécifique en qualité de « mouvement » en vertu de l'article 5 du décret, dans le cadre de l'axe 3, tel que visé à l'article 3, 3, 1° du décret, l'association répond au minimum aux conditions visées à l'article 18, § 2.

En application de l'article 10, 4°, b) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 30.

Section 2. — Production d'analyses et d'études - article 3, 3, 2°

Sous-section 1^{re}. — Définitions et principes généraux

Art. 20. Pour l'application de la présente section, on entend par :

- Analyse : exposé, pouvant être bref et circonstanciel, relatif à des thématiques précises, comportant au minimum 8.000 signes, et faisant l'objet d'une communication soit par une prise de parole publique organisée, telle que la participation à des débats, des conférences de presse ou des interviews de fond dans la presse, soit par internet, soit par la publication d'un écrit.
- Etude : production d'un document écrit qui constitue le résultat d'investigations, d'une recherche ou d'une réflexion à long terme, sur des thématiques précises, comportant au minimum 60.000 signes et publié par support écrit ou par internet.

Art. 21. Pour voir ses analyses prises en compte dans le cadre de la présente section, l'association se ménage la preuve écrite de leur préparation, réalisation et diffusion.

Art. 22. Pour voir ses analyses et études prises en compte dans le cadre de la présente section, l'association :

- 1) réalise un traitement rigoureux des données, basé sur une information diversifiée et vérifiée, lequel traitement ne fait pas obstacle à la manifestation de la liberté d'opinion;
- 2) présente et diffuse les analyses et études réalisées de manière à en faciliter l'utilisation par le monde associatif et le public visé;
- 3) dispose de personnel spécifique à la réalisation d'analyses et d'études, lequel présente le degré de compétence requis pour la réalisation de ce type de production.

Sous-section 2. — Conditions de reconnaissance et catégories de forfait correspondantes

Art. 23. § 1^{er}. Pour être reconnue en vertu de l'article 4 du décret, dans le cadre de l'axe 3, tel que visé à l'article 3, 2^o du décret, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. réaliser au moins 15 analyses propres à l'association par an;
- b. réaliser au moins 1 étude propre à l'association par an;
- c. assurer la publicité de ces productions, impliquant leur mise en ligne lorsqu'elles sont diffusées par écrit.

En application de l'article 10, 4^o, a) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 20.

§ 2. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au § 1^{er}, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. réaliser au moins 30 analyses propres à l'association par an;
- b. réaliser au moins 2 études propres à l'association par an;
- c. assurer la publicité de ces productions, impliquant leur mise en ligne lorsqu'elles sont diffusées par écrit.

En application de l'article 10, 4^o, b) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 30.

Art. 24. Pour bénéficier d'une reconnaissance spécifique en qualité de « mouvement » en vertu de l'article 5 du décret, dans le cadre de l'axe 3, tel que visé à l'article 3, 3, 2^o du décret, l'association répond au minimum aux conditions visées à l'article 23, § 2.

En application de l'article 10, 4^o, b) du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 30.

*CHAPITRE V. — Conditions de reconnaissance dans l'axe 4,
visé à l'article 3, 4 du décret et catégorie de forfait correspondante*

Section 1^{re}. — Principes généraux

Art. 25. Pour voir ses campagnes d'information et de communication prises en compte dans le cadre du présent Chapitre, l'association :

- 1) réalise de larges campagnes d'information, de sensibilisation et de communication;
- 2) vise la sensibilisation et l'interpellation du public le plus large et du monde politique sur la confrontation de certaines réalités législatives ou pratiques avec des principes fondamentaux qu'elle promeut, dans le but de faire évoluer les comportements, les mentalités et les réglementations;
- 3) met tout en œuvre pour assurer la sensibilisation des publics facilement exclus ou éloignés des modes de communication, des espaces publics de débats et de participation;
- 4) met tout en œuvre pour assurer l'information et la sensibilisation des médias;
- 5) mène ses activités en collaboration, en partenariat et, le cas échéant, en réseau avec d'autres associations, qu'elles soient ou non reconnues en vertu du décret;
- 6) réalise un travail :
 - a. d'analyse des sujets qu'elle aborde;
 - b. d'animation et d'exploitation pédagogique autour de ces thématiques;
 - c. de suivi des campagnes de sensibilisation, d'interpellation et de communication;
- 7) adresse un courrier, pour chaque campagne, à toutes les associations reconnues en vertu du décret, à toutes les organisations de jeunesse reconnues, à tous les centres culturels reconnus, ainsi qu'à l'ensemble des parlementaires du Conseil de la Communauté Française;
- 8) dispose d'un site internet.

Art. 26. Les activités prises en compte dans le cadre du présent Chapitre prennent la forme de campagnes de sensibilisation, d'information ou de communication larges et réalisées dans la durée, et d'interventions plus ponctuelles sur des thématiques précises, ces dernières pouvant prendre la forme de communiqués de presse.

Section 2. — Conditions de reconnaissance et catégorie de forfait correspondante.

Art. 27. § 1^{er}. Pour être reconnue en vertu de l'article 4 du décret, dans le cadre de l'axe 4, tel que visé à l'article 3, 4 du décret, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

- a. réaliser au moins 2 campagnes de sensibilisation, d'interpellation ou de communication larges et construites sur des thématiques précises par an, dont une est une réalisation propre à l'association;
- b. réaliser au moins 20 autres interventions plus ponctuelles.

En application de l'article 10, 5^o du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 20.

§ 2. Pour bénéficier d'une reconnaissance spécifique en qualité de « mouvement » en vertu de l'article 5 du décret, dans le cadre de l'axe 4 tel que visé à l'article 3, 4 du décret, l'association répond au minimum aux conditions visées au § 1^{er}.

En application de l'article 10, 5^o du décret, le nombre de points emploi alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 20.

CHAPITRE VI. — *De la valeur du point*

Art. 28. En application de l'article 10 du décret, la valeur du point est arrêtée à 2.541 EUR.

La valeur d'un point est indexée annuellement en multipliant la valeur du point visée à l'alinéa 1^{er} par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année antérieure.

Toutefois cette indexation ne peut être supérieure à l'indexation du budget général des dépenses primaires de la Communauté française, conformément au décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses.

CHAPITRE VII. — *Procédure et conditions formelles de reconnaissance*

Section 1. — Conditions formelles de reconnaissance

Art. 29. § 1^{er}. Pour demander sa reconnaissance dans un ou plusieurs axes tels que définis à l'article 3 du décret, l'association introduit auprès de l'administration un dossier comprenant :

1° ses statuts d'association sans but lucratif, sous forme de leur publication au *Moniteur belge*;

2° la composition de ses organes dirigeants;

3° l'adresse de son siège social, l'adresse de son siège d'activité, le numéro du raccordement téléphonique, le cas échéant, l'adresse électronique et, le cas échéant, l'adresse du site internet, ainsi que le numéro de compte bancaire ouvert à son nom auprès d'un organisme financier ainsi qu'une attestation de l'organisme financier confirmant cette information;

4° un compte de résultats et un bilan financier de l'exercice civil précédant la demande de reconnaissance ainsi qu'un budget prévisionnel de l'exercice durant lequel la demande de reconnaissance est introduite, approuvés par les organes décisionnels de l'association;

5° une note présentant son objet social et décrivant comment l'association estime répondre au prescrit de l'article 1^{er} du décret. Cette note inclut un argumentaire sur la pertinence du projet et du plan d'action de l'association en référence aux publics qu'elle vise et au contexte territorial, social, socioculturel et, le cas échéant, économique dans lequel elle développe son projet;

6° Une demande formelle de reconnaissance, précisant sur quel(s) axe(s) elle porte.

a. si la demande de reconnaissance porte sur l'axe 1, l'association précise également, dans cette demande, quel est l'impact territorial de ses activités et de quelle catégorie de forfait elle postule le bénéfice;

b. si la demande de reconnaissance porte sur l'axe 2, l'association précise également, dans cette demande, quel est l'impact territorial de ses activités et de quelle catégorie de forfait elle postule le bénéfice;

c. si la demande de reconnaissance porte sur l'axe 3, l'association précise également s'il s'agit de l'axe 3, 1° ou de l'axe 3, 2°, quel est l'impact territorial de ses activités et de quelle catégorie de forfait elle postule le bénéfice.

7° Une ou plusieurs annexe(s) à cette demande formelle de reconnaissance, précisant :

— les activités telles que définies à l'article 2 du présent arrêté, et, le cas échéant, les formations répondant au prescrit des articles 10 à 12 du présent arrêté, les productions répondant au prescrit des articles 15 à 17 du présent arrêté, ou analyses et études telles que définies à l'article 20 du présent arrêté, les campagnes d'information et de communication répondant au prescrit de l'article 25 du présent arrêté, effectivement réalisées par l'association lors de l'exercice civil précédant sa demande de reconnaissance dans le respect de la philosophie du décret et du ou des axes pour lesquels la reconnaissance est demandée, ainsi que la preuve de leur réalisation et leur évaluation;

— le champ d'action territorial effectivement couvert par l'association lors de l'exercice civil précédant sa demande de reconnaissance.

8° un plan d'action tel que visé à l'article 7, 3° du décret correspondant aux axes pour lesquels la reconnaissance est demandée.

Ce plan d'action porte sur une période de deux ans pour une association demandant une reconnaissance transitoire telle que prévue à l'article 6, § 2, du décret.

Pour les associations bénéficiant de l'article 37 du décret, le plan d'action porte sur une période de cinq ans.

Le plan d'action précise pour chaque axe pour lequel l'association demande sa reconnaissance :

a. les objectifs que l'association se fixe dans la durée du contrat programme de cinq ans ou de la convention de deux ans.

b. les stratégies et méthodologies que l'association entend mettre en œuvre pour répondre aux obligations liées à l'axe ou aux axes pour lesquels elle demande sa reconnaissance, ainsi qu'à la catégorie de forfait dont elle postule le bénéfice, telles que définies aux articles 2 à 27 du présent arrêté.

Selon le(s) axe(s) dans le(s)quel(s) l'association demande sa reconnaissance, le plan d'action précise :

a) pour une reconnaissance dans l'axe 1, les stratégies et les moyens qu'elle entend mettre en œuvre pour mener ses activités notamment avec des publics issus de milieux populaires au sens du décret;

b) pour une reconnaissance dans l'axe 2, l'exposé des raisons pour lesquelles l'association estime que ses formations correspondent au prescrit des articles 1 et 3, 2 du décret.

§ 2. Le mouvement demandant sa reconnaissance, ou l'association demandant sa reconnaissance dans la catégorie de forfait visée à l'article 6, § 3, introduisent un dossier unique couvrant les associations dépendantes fédérées.

Art. 30. Pour bénéficier d'une reconnaissance spécifique en qualité de « mouvement », en vertu de l'article 5 du décret, l'association remplit en outre les conditions formelles suivantes, qu'elle précise dans son dossier de reconnaissance :

- 1° identifier les associations qu'elle fédère ainsi que leur champ d'action territorial;
- 2° transmettre copie des statuts de ces associations lorsqu'elles sont constituées en association sans but lucratif. Ceux-ci doivent préciser les liens de subordination qui les lie à l'association qui fédère;
- 3° si l'association fédérée est une association de fait, transmettre copie d'une convention passée entre l'association qui fédère et l'association fédérée actant le lien de subordination entre ces associations dans le cadre du décret.

Art. 31. Si l'association est reconnue, agréée, conventionnée ou subventionnée de manière récurrente par un autre pouvoir public ou dans un autre secteur de la Communauté française, l'association précise, dans sa demande de reconnaissance :

- a. les moyens dont elle bénéficie annuellement en vertu de ces reconnaissance, agrément, convention ou subventionnement récurrent;
- b. l'objet de ces reconnaissance, agrément, convention ou subventionnement récurrent;
- c. ce qui justifie, selon elle, une reconnaissance spécifique en vertu du décret.

Section 2. — Procédure de reconnaissance

Sous-section 1^{re}. — Introduction de la demande

Art. 32. Toute demande de reconnaissance est introduite en quatre exemplaires, adressée par courrier à l'administration, au plus tard le 31 mars de chaque année civile, la date de la poste faisant foi.

Le non-respect de ce délai entraîne l'irrecevabilité du dossier dans le cadre de l'exercice en cours et son report à l'exercice suivant. Dans ce cas, l'association doit rentrer une nouvelle demande réactualisée conformément à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Art. 33. Chaque dossier fait l'objet d'un accusé de réception de l'administration dans les trente jours à dater de sa réception. Celle-ci notifie à l'association la recevabilité du dossier s'il est complet.

Si le dossier est recevable, l'accusé de réception précise le nom du fonctionnaire de l'administration en charge du suivi du dossier ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone professionnel de l'Inspecteur du Service général de l'Inspection de la culture chargé de remettre le rapport de l'inspection. Le dossier est transmis sans délai par l'Administration à l'Inspection et au Conseil.

Tout dossier qui ne respecte pas le prescrit des articles 29 à 31 du présent arrêté fait l'objet d'une demande de complément d'information dans les trente jours à dater de sa réception. L'association bénéficie d'un délai de trente jours pour fournir les compléments d'information demandés.

L'Administration statue définitivement sur la recevabilité du dossier dans le mois à dater de la réception des compléments d'information. Si le dossier ne répond pas aux obligations fixées par les articles 29 à 31 du présent arrêté, il est considéré comme irrecevable par l'administration qui en informe l'association et motive sa décision.

Sous-section 2. — Avis des services du Gouvernement et du Conseil

Art. 34. § 1^{er}. L'Administration et l'Inspection transmettent leur avis au Conseil et au Ministre au plus tard le 30 septembre de l'exercice où le dossier a été jugé recevable conformément à l'article 32 du présent arrêté.

Dès réception de ces avis, et à dater de l'échéance définie au paragraphe premier du présent article, le Conseil dispose d'une période de trois mois pour transmettre son avis au Ministre.

Art. 35. L'administration, l'inspection et le Conseil sont habilités à proposer au Ministre une reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle demandée par l'association s'il s'avère qu'elle ne respecte pas les critères territoriaux et/ou quantitatifs tels que définis aux articles 2 à 27 du présent arrêté. Ils peuvent aussi proposer une réduction du nombre d'axes. Ces propositions sont motivées.

Art. 36. Dès réception des avis conjoints de l'Administration, de l'Inspection et du Conseil, le Ministre dispose d'un délai de trois mois pour décider ou non de la reconnaissance de l'association à titre transitoire ou indéterminé selon les articles 6, § 2 et 37 du décret.

Si une association fait l'objet d'une décision de refus de reconnaissance pour des raisons strictement liées aux disponibilités budgétaires, elle est considérée comme ayant valablement introduit une demande de reconnaissance l'année suivant cette décision, et ce sans autres formalités supplémentaires. L'administration et l'inspection disposent d'un délai de trois mois à dater de la décision du Ministre pour, le cas échéant, demander à cette association des compléments d'information nécessités par une actualisation de son dossier. Dans cette hypothèse, l'association dispose d'un délai de deux mois pour adresser à l'administration et à l'inspection les compléments d'information requis.

Art. 37. A l'issue des évaluations visées à l'article 6, § 2, 5° et 7° du décret, et dans le cas où ces évaluations sont négatives, le Conseil dispose d'un délai de trois mois pour transmettre au Ministre son avis motivé sur ces évaluations.

Le Ministre dispose d'un délai de deux mois pour prendre une décision motivée, dans les limites prévues à l'article 6, § 2, 5° et 7° du décret. Ce délai prend cours à dater de la réception de l'évaluation effectuée par l'administration ou, dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, à dater de la réception de l'avis motivé du Conseil.

Art. 38. La reconnaissance transitoire ou à durée indéterminée est octroyée au premier janvier de l'exercice civil durant lequel le Ministre prend sa décision.

CHAPITRE VII. — *De la liquidation et de la justification des subventions*

Art. 39. A dater du 1^{er} janvier de chaque année et pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement adopté, le Gouvernement liquide la subvention visée à l'article 9 du décret en deux tranches. Une première tranche équivalente à 85 % de la subvention visée à l'article 9 du décret est liquidée pour le 31 mars au plus tard. La seconde tranche, soit 15 % de la subvention est liquidée dans les trois mois au plus après la remise par l'association de ses bilan et compte de résultat relatifs à l'année civile précédente; la communication de ces comptes annuels ouvre le droit à la mise en liquidation du solde de la subvention.

Art. 40. Toute association bénéficiaire de subventions dans le cadre du décret tient une comptabilité, telle que prévue par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations en son article 17 et les arrêtés d'application pris en application de cette loi; la comptabilité est à tenir suivant ces principes à dater du 1^{er} janvier de la première année pour laquelle l'association est reconnue en vertu du décret.

Art. 41. La subvention visée à l'article 9 du décret octroyée pour une année est afférente à la même année civile. Cette subvention est justifiée par les charges éligibles de cette même année civile. Le caractère éligible des charges est fonction d'un engagement comptable durant cette même année civile.

Art. 42. L'association communique pour le 30 juin au plus tard à l'inspection et à l'administration, son rapport d'activités, ses comptes annuels approuvés par son assemblée générale et relatifs à l'année civile précédente.

Les comptes annuels comprennent les documents prévus par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

Art. 43. Les subventions visées aux articles 9, alinéa 2 et 10 du décret sont justifiées par des charges liées à de la rémunération, charges sociales ou charges diverses liées à l'emploi du personnel effectivement occupé au sein de l'association, conformément au décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses.

Art. 44. Les subventions visées aux articles 9, alinéa 1^{er} et 11 du décret sont justifiées par des charges liées au fonctionnement et aux activités de l'association.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, l'association qui en fait la demande auprès de l'administration et de l'inspection au plus tard le 30 juin de l'année civile en cours peut justifier, pour la même année civile, au maximum 60 % des subventions visées aux articles 9, alinéa 1^{er} et 11 du décret par des charges liées à de la rémunération, charges sociales ou charges diverses liées à l'emploi.

Art. 45. Les subventions visées aux articles 9, alinéa 3 et 12, § 1^{er} du décret sont justifiées par des charges liées aux activités de l'association correspondant à l'axe pour lequel ces subventions sont octroyées.

Art. 46. Les associations visées à l'article 12, § 3 du décret justifient les subventions qui leur sont allouées en application de cette disposition par des charges liées à leur fonctionnement et à leurs activités, ces dernières correspondant à l'axe pour lequel ces subventions sont octroyées.

Art. 47. Les associations reconnues transitoirement, qui se voient allouer une subvention en application de l'article 15 du décret, justifient cette subvention par des charges liées à leur fonctionnement et à leurs activités, ces dernières correspondant à l'axe pour lequel cette subvention est octroyée.

Les cas échéant, ces associations peuvent justifier la subvention allouée en application de l'article 15 du décret par des dépenses liées à de la rémunération, charges sociales et charges diverses liées à l'emploi du personnel effectivement occupé au sein de l'association.

Art. 48. Les associations reconnues dans le cadre de l'axe 3, tel que visé à l'article 3, 3. du décret justifient au moins un équivalent temps plein affecté aux missions prévues par le présent arrêté pour cet axe.

Art. 49. Les associations reconnues dans le cadre de l'axe 4, tel que visé à l'article 4, 4. du décret justifient au moins un équivalent temps plein affecté aux missions prévues par le présent arrêté pour cet axe.

Art. 50. L'association est tenue de conserver pendant cinq ans, à dater du premier janvier de l'année suivant l'octroi de la reconnaissance, toutes les pièces comptables justificatives de l'utilisation des subventions octroyées et de les tenir à disposition de l'administration et de l'inspection pour vérification, conformément aux dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes.

CHAPITRE VIII. — *De la procédure d'évaluation*

Art. 51. En application de l'article 19, alinéa 1^{er} du décret, l'association transmet à l'administration et à l'inspection, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport d'activités et un bilan comptable relatifs à l'année civile précédente.

En application de l'article 19, alinéa 2 du décret, l'association transmet à l'administration et à l'inspection, au plus tard le 30 juin de l'année d'échéance du contrat programme, un rapport général de l'exécution de ce contrat programme et, le cas échéant, un nouveau plan d'action pluriannuel.

Art. 52. En application de l'article 20, alinéa 1^{er} du décret, l'association qui bénéficie d'une convention telle que visée à l'article 15 du décret transmet à l'inspection, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un rapport d'activités et un bilan comptable relatifs à l'année civile précédente.

En application de l'article 20, alinéa 2 du décret, l'association qui bénéficie d'une convention telle que visée à l'article 15 du décret transmet à l'administration et à l'inspection, au plus tard le 30 juin de l'année d'échéance de la convention, un rapport général de l'exécution de cette convention et, le cas échéant, un nouveau plan d'action pluriannuel.

CHAPITRE IX. — *De la procédure de recours*

Art. 53. § 1^{er}. L'association qui a fait l'objet d'une décision de :

- a. refus de reconnaissance;
- b. refus de changement de catégorie en vertu de l'article 26, § 2 du décret;
- c. changement de catégorie d'office en vertu de l'article 26, § 1^{er} du décret;
- d. retrait de subvention, conformément à l'article 24 du décret;
- e. retrait de reconnaissance;

dispose, après réception de la notification de la décision, d'un délai d'un mois pour introduire un recours auprès du Ministre, avec copie à l'administration.

Ce recours est adressé par lettre recommandée avec accusé de réception. Il précise les éléments sur lesquels l'association se fonde pour contester la décision du Ministre et si l'association souhaite être entendue par le Conseil.

§ 2. L'administration transmet sans délai le recours au Conseil. Dès réception de celui-ci, le Conseil désigne deux de ses membres chargés de l'examiner. Ceux-ci ne peuvent avoir traité le dossier de reconnaissance antérieurement.

Dès désignation des membres chargés d'examiner le recours, le Conseil dispose d'un délai de deux mois pour remettre un nouvel avis au Ministre. En l'absence d'avis dans ce délai, celui-ci est réputé favorable au recours.

Le Ministre dispose d'un mois à dater de la réception de l'avis du Conseil pour prendre sa décision. En l'absence de décision dans ce délai, celle-ci est réputée conforme à l'avis du Conseil.

§ 3. En cas de recours relatif à un refus de reconnaissance, si le Ministre décide d'infirmer la décision et de reconnaître l'association, cette reconnaissance prend cours au 1^{er} janvier de l'exercice durant lequel la décision du Ministre est prise.

CHAPITRE X. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 54. Par exception à l'article 32, les associations qui souhaitent introduire une demande de reconnaissance en 2004 peuvent introduire cette demande jusqu'au 30 septembre 2004, la date de la poste faisant foi.

Dans ce cas, par dérogation à l'article 38, la décision de reconnaissance transitoire ou à durée indéterminée peut prendre effet au premier janvier 2005 si elle intervient avant le 1^{er} septembre 2005.

Art. 55. § 1^{er}. Les associations antérieurement reconnues en vertu du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs bénéficient d'une subvention exceptionnelle qui correspond à la période courant entre le 1^{er} juillet 2003 et le 31 décembre 2003.

La liquidation de cette subvention exceptionnelle est effectuée comme suit, en complément de la subvention visée à l'article 9 du décret :

- 23 % de la subvention exceptionnelle sont liquidés au plus tard le 30 juin 2004;
- 38,5 % de la subvention exceptionnelle sont liquidés au plus tard le 30 juin 2005;
- 38,5 % de la subvention exceptionnelle sont liquidés au plus tard le 30 juin 2006.

§ 2. La subvention exceptionnelle visée au § 1^{er} est établie comme suit :

a. pour les associations qui bénéficiaient, en 2003, d'une procédure de subventionnement simplifiée sur la base d'un contrat, telle que prévue au Chapitre VII de l'arrêté du 18 mai 1995 pris en application du décret du 8 avril 1976 : 50 % de la subvention relative au fonctionnement et aux activités liquidée en 2003 en vertu du contrat, en ce compris, le cas échéant, pour les régionales et locales dépendantes;

b. pour les associations qui ne bénéficiaient pas, en 2003, d'une procédure de subventionnement simplifiée sur la base d'un contrat, telle que prévue au Chapitre VII de l'arrêté du 18 mai 1995 pris en application du décret du 8 avril 1976 : 50 % de la subvention relative au fonctionnement et aux activités liquidée en 2003, calculée conformément aux dispositions de l'arrêté du 18 mai 1995 pris en application du décret du 8 avril 1976.

§ 3. La subvention exceptionnelle visée au § 1^{er} est justifiée par les activités réalisées par l'association entre le 1^{er} juillet 2003 et le 31 décembre 2003.

Art. 56. § 1^{er}. Les subventions octroyées aux associations en application de l'article 39 du décret sont liquidées comme suit :

- 80 % du montant de la subvention sont liquidés au plus tard le 30 avril de chaque année;
- le solde, soit 20 % du montant de la subvention, sont liquidés au plus tard dans les trois mois de la transmission par l'association à l'administration et à l'inspection du rapport annuel d'activités et des comptes annuels de l'année précédente dans les délais visés à l'article 51.

§ 2. L'association qui ne dépose pas le rapport annuel d'activités et les comptes annuels dans les délais visés à l'article 51, sauf cas de force majeure, perd son droit à la subvention pour l'année en cours.

Art. 57. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2004.

L'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 18 mai 1995 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et des organisations de promotion socioculturelle des travailleurs est abrogé à la date où le présent arrêté produit ses effets.

Le Ministre ayant l'Education permanente dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 avril 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté Française,

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

Ch. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3540

[C — 2004/29283]

28 APRIL 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

Gelet op de adviezen van de Hoge Raad voor Permanente Opvoeding, gegeven op 10 december 2003 en 28 januari 2004;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 november 2003 en 25 februari 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 maart 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 28 april 2004;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de permanente opvoeding behoort,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

2° de Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° de Minister : de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de permanente opvoeding behoort;

4° de Administratie : de Dienst Permanente Opvoeding van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

5° de Inspectie : de Dienst Algemene Inspectie van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

6° de Raad : de Hoge Raad voor Permanente Opvoeding;

7° de Vereniging : de vereniging zonder winstoogmerk die erkend is of die een aanvraag om erkenning heeft ingediend in het kader van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden voor de erkenning in het kader van as 1, bedoeld in artikel 3, 1 van het decreet, en overeenstemmende puntencategorieën*

Afdeling 1. — Definities en algemene principes

Art. 2. In het kader van dit hoofdstuk, wordt verstaan onder :

1° actiethema : bepaling, door de vereniging, in volle onafhankelijkheid, van de belangrijkste doelstellingen voor de middellange of lange termijn, waarop activiteiten inzake permanente opvoeding gericht zullen zijn. Het actiethema stemt overeen met as 1, zoals bepaald in artikel 3, 1 van het decreet en aan de voorschriften van artikel 1 van het decreet. Het past in het maatschappelijk doel van de vereniging maar wordt met dat doel niet gelijkgesteld.

Elk actiethema wordt vermeld en toegelicht in het project houdende het vijfjarenactieplan zoals bedoeld in artikel 7, 3° van het decreet.

Elk actiethema wordt door ten minste 30 activiteitsuren geconcretiseerd.

2° Activiteit : concrete uitvoering van actiethema's die door de vereniging worden gepland. Ze is concreet en kwantificeerbaar. Ze stemt met as 1 overeen, zoals bepaald in artikel 3, 1, van het decreet, en aan de voorschriften van artikel 1 van het decreet.

Als activiteiten worden inzonderheid beschouwd, de sociaal-culturele animaties, programma's voor niet formele opvoeding, seminaries, conferenties, thematische vergaderingen, bezinningsgroepen, colloquia, tentoonstellingen, thematische bezoeken, internationale uitwisselingen en activiteiten inzake culturele verspreiding.

Als activiteiten worden eveneens beschouwd, de vergaderingen tot voorbereiding van de activiteiten bedoeld in vorig lid, en meer in het algemeen, projecten van de vereniging, alsook de vergaderingen voor de evaluatie van die activiteiten en projecten, voor zover die vergaderingen het publiek waarop de activiteit gericht is, daarbij betrekken.

Als activiteiten worden niet beschouwd, de vergaderingen voor de administratieve of technische werking, de interne organisatie en het dagelijkse beheer van de vereniging, de vergaderingen van de raad van bestuur en van de algemene vergadering van de vereniging, alsook de vergaderingen voor de voorbereiding en de evaluatie van de activiteiten en projecten die de deelneming van het publiek waarop de activiteit gericht is, niet tot gevolg hebben.

Art. 3. § 1. Om in aanmerking te komen voor een erkenning in as 1 volgens de categorieën en vaste cijfers bepaald bij het decreet, moeten de activiteiten die in die as passen :

- zich ontwikkelen in overeenstemming met het sociaal milieu en de omgeving waarop ze gericht zijn;

- de middelen bepalen en ontwikkelen om de toegang en de werkelijke deelneming van het doelpubliek mogelijk te maken, door te zorgen voor de openbare zichtbaarheid en de publiciteit van de activiteiten en de doelstellingen van de vereniging;

- zich onderscheiden door hun inhoud, hun methoden en, in voorkomend geval, het publiek waarop ze gericht zijn, voor de programma's inzake vorming van het schoolse, buitenschoolse, universitaire, buitenuniversitaire, academische en professionele type;

- zich, door hun doelstellingen, onderscheiden van de opleidingen voor sociale promotie en sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces.

§ 2. Bij toepassing van artikel 3, 1., tweede lid van het decreet, bepaalt de vereniging, in het project bedoeld in artikel 7, 3° van het decreet, de strategieën en middelen die ze van plan is aan te wenden om haar activiteiten te voeren, inzonderheid met bevolkingsgroepen afkomstig uit volkskringen in de zin van het decreet.

De vereniging bepaalt, in het activiteitenverslag bedoeld in de artikelen 19 en 20 van het decreet, de resultaten die in verband met dat doel werden behaald.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden en overeenstemmende puntencategorieën

Art. 4. § 1. Om krachtens artikel 4 van het decreet te worden erkend, in het kader van as 1, zoals bedoeld in artikel 3, 1, van het decreet, moet de vereniging waarvan het bedieningsgebied de gemeente, het dorp of de wijk is, ten minste aan volgende voorwaarden voldoen :

- a. ten minste één actiethema ontwikkelen in dat bedieningsgebied;
- b. die actiethema (s) door regelmatige en belangrijke activiteiten van ten minste 60 uur per jaar concretiseren, waarvoor een regelmatige informatie wordt verleend aan en een regelmatig overleg wordt gepleegd met de leden van de vereniging.

Bij toepassing van artikel 11, § 1, van het decreet, is het forfaitair bedrag dat met die categorie overeenstemt 5.000 EUR.

§ 2. Om toegang te hebben tot een puntencategorie die hoger is dan die bedoeld in § 1, moet de vereniging ten minste aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a. een bedieningsgebied hebben dat overeenstemt met ten minste :
 - ofwel een gemeente en haar gehuchten;
 - ofwel een stadswijk;
 - ofwel een zone met 15.000 inwoners.
- b. ten minste twee actiethema's in dat bedieningsgebied ontwikkelen;
- c. die actiethema's concretiseren door regelmatige en belangrijke activiteiten van ten minste 100 uur per jaar;
- d. ten minste één jaarlijkse activiteit ontwikkelen die bestemd is voor een breed publiek en die de activiteiten en projecten van de vereniging kunnen laten kennen;
- e. een regelmatige informatie verlenen aan en een regelmatig overleg plegen met de deelnemers en de leden van de vereniging.

Bij toepassing van artikel 11, § 1, van het decreet, is het bedrag van het vast cijfer dat met die categorie overeenstemt 9.900 EUR.

§ 3. Om toegang te hebben tot een puntencategorie die hoger is dan die bedoeld in § 2, moet de vereniging ten minste aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a. een bedieningsgebied hebben dat overeenstemt met ten minste één zone met 30.000 inwoners;
- b. ten minste drie actiethema's in dat bedieningsgebied ontwikkelen;
- c. die actiethema's concretiseren door regelmatige en belangrijke activiteiten van ten minste 150 uur per jaar;
- d. ten minste 2 jaarlijkse activiteiten ontwikkelen die bestemd zijn voor een breed publiek en die de activiteiten en projecten van de vereniging kunnen laten kennen;
- e. een regelmatige informatie verlenen aan en een regelmatig overleg plegen met de deelnemers en de leden van de vereniging.

Bij toepassing van artikel 11, § 1 van het decreet, is het bedrag van het vast cijfer dat met die categorie overeenstemt 11.200 EUR.

Art. 5. § 1. Om erkend te worden krachtens artikel 4 van het decreet, in het kader van as 1, zoals bedoeld in artikel 3, 1 van het decreet, moet de vereniging waarvan het bedieningsgebied in artikel 10, 1°, 1) van het decreet bepaald is, voldoen aan ten minste de volgende voorwaarden :

- a. een bedieningsgebied hebben dat overeenstemt met ten minste :
 - ofwel een zone met 50.000 inwoners;
 - ofwel, voor de streken met minder dan 75 inwoners per vierkante kilometer, het grondgebied van zes gemeenten.
- b. ten minste twee actiethema's in dat bedieningsgebied ontwikkelen;
- c. die actiethema's concretiseren door regelmatige en belangrijke activiteiten van ten minste 200 uur per jaar;
- d. ten minste 2 jaarlijkse activiteiten ontwikkelen die bestemd zijn voor een breed publiek en die de activiteiten en projecten van de vereniging kunnen laten kennen;
- e. een regelmatige informatie verlenen aan en een regelmatig overleg plegen met de deelnemers en de leden van de vereniging.

Bij toepassing van artikel 10, 1°, 1) a) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor die categorie 10.

§ 2. Om toegang te hebben tot een puntencategorie die hoger is dan die bedoeld in § 1, moet de vereniging ten minste aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a. een bedieningsgebied hebben dat overeenstemt met ten minste :
 - ofwel één zone met 100.000 inwoners
 - ofwel, voor de streken met minder dan 75 inwoners per vierkante kilometer, het grondgebied van acht gemeenten;
- b. ten minste drie actiethema's in dat bedieningsgebied ontwikkelen;
- c. die actiethema's concretiseren door regelmatige en belangrijke activiteiten van ten minste 260 uur per jaar;
- d. ten minste 3 jaarlijkse activiteiten ontwikkelen die bestemd zijn voor een breed publiek en die de activiteiten en projecten van de vereniging kunnen laten kennen;

e. een regelmatige informatie verlenen aan en een regelmatig overleg plegen met de deelnemers en de leden van de vereniging.

Bij toepassing van artikel 10, 1°, 1), b van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor die categorie 15.

§ 3. Om toegang te hebben tot een puntencategorie die hoger is dan die bedoeld in § 2, moet de vereniging ten minste aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a. een bedieningsgebied hebben dat overeenstemt met ten minste één zone met 500.000 inwoners;
- b. ten minste vier actiethema's in dat bedieningsgebied ontwikkelen;
- c. die actiethema's concretiseren door regelmatige en belangrijke activiteiten van ten minste 290 uur per jaar;
- d. ten minste 3 jaarlijkse activiteiten ontwikkelen die bestemd zijn voor een breed publiek en die de activiteiten en projecten van de vereniging kunnen laten kennen;
- e. een regelmatige informatie verlenen aan en een regelmatig overleg plegen met de deelnemers en de leden van de vereniging.
- f. de organisatie van één evenement per jaar, of één publicatie per jaar, voor een breed publiek, verwezenlijken, waarbij de zichtbaarheid van de vereniging, van haar doelstellingen, projecten en activiteiten tot stand komt; voor die verwezenlijkingen kunnen partnerschapverbanden met andere verenigingen worden georganiseerd.

Bij toepassing van artikel 10, 1°, 1), c) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor die categorie 20.

§ 4. Om toegang te hebben tot een puntencategorie die hoger is dan die bedoeld in § 3, moet de vereniging ten minste aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a. een bedieningsgebied hebben dat overeenstemt met ten minste één zone met 1.000.000 inwoners;
- b. ten minste vier actiethema's in dat bedieningsgebied ontwikkelen;
- c. die actiethema's concretiseren door regelmatige en belangrijke activiteiten van ten minste 320 uur per jaar;
- d. ten minste 4 jaarlijkse activiteiten ontwikkelen die bestemd zijn voor een breed publiek en die de activiteiten en projecten van de vereniging kunnen laten kennen;
- e. een regelmatige informatie verlenen aan en een regelmatig overleg plegen met de deelnemers en de leden van de vereniging.
- f. de organisatie van één evenement per jaar, of één publicatie per jaar, voor een breed publiek, verwezenlijken, waarbij de zichtbaarheid van de vereniging, van haar doelstellingen, projecten en activiteiten tot stand komt; voor die verwezenlijkingen kunnen partnerschapverbanden met andere verenigingen worden georganiseerd.

Bij toepassing van artikel 10, 1°, 1), d) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor die categorie 25.

Art. 6. § 1. Om krachtens artikel 4 van het decreet erkend te worden in het kader van as 1, zoals bedoeld in artikel 3, 1 van het decreet, moet de vereniging waarvan het bedieningsgebied zich uitstrekt tot het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad voldoen aan ten minste de volgende voorwaarden :

- a. ten minste twee actiethema's in dat bedieningsgebied ontwikkelen;
- b. die actiethema's concretiseren door regelmatige en belangrijke activiteiten van ten minste 320 uur per jaar;
- c. ten minste 3 jaarlijkse activiteiten ontwikkelen die bestemd zijn voor een breed publiek en die de activiteiten en projecten van de vereniging kunnen laten kennen;
- d. een regelmatige informatie verlenen aan en een regelmatig overleg plegen met de deelnemers, de leden en de partners voor de activiteiten van de vereniging;
- e. zorgen voor de coördinatie van de activiteiten, alsook voor uitwisselingen tussen de verschillende groepen deelnemers;
- f. de organisatie van één evenement per jaar, of één publicatie per jaar, voor een breed publiek, verwezenlijken, waarbij de zichtbaarheid van de vereniging, van haar doelstellingen, projecten en activiteiten tot stand komt; voor die verwezenlijkingen kunnen partnerschapverbanden met andere verenigingen worden georganiseerd.

Bij toepassing van artikel 10, 1°, 2), a) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor die categorie 25.

§ 2. Om toegang te hebben tot een puntencategorie die hoger is dan die bedoeld in § 1, moet de vereniging ten minste aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a. ten minste drie actiethema's in dat bedieningsgebied ontwikkelen;
- b. die actiethema's concretiseren door regelmatige en belangrijke activiteiten van ten minste 450 uur per jaar;
- c. ten minste 4 jaarlijkse activiteiten ontwikkelen die bestemd zijn voor een breed publiek en die de activiteiten en projecten van de vereniging kunnen laten kennen;
- d. een regelmatige informatie verlenen aan en een regelmatig overleg plegen met de deelnemers en de leden van de vereniging.
- e. zorgen voor de coördinatie van de activiteiten, alsook voor uitwisselingen tussen de verschillende groepen deelnemers;
- f. de organisatie van één evenement per jaar, of één publicatie per jaar, voor een breed publiek, verwezenlijken, waarbij de zichtbaarheid van de vereniging, van haar doelstellingen, projecten en activiteiten tot stand komt; voor die verwezenlijkingen kunnen partnerschapverbanden met andere verenigingen worden georganiseerd.

Bij toepassing van artikel 10, 1°, 2), b) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor die categorie 35.

§ 3. Om toegang te hebben tot een puntencategorie die hoger is dan die bedoeld in § 2, moet de vereniging ten minste aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a. ten minste drie actiethema's in dat bedieningsgebied ontwikkelen;
- b. die actiethema's concretiseren door regelmatige en belangrijke activiteiten van ten minste 900 uur per jaar, in ten minste drie onderscheiden gebieden die, elk, ten minste 100.000 inwoners tellen, en die ten minste gelegen zijn :
 - ofwel in twee onderscheiden provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
 - ofwel in drie onderscheiden provincies;
- c. ten minste 5 jaarlijkse activiteiten ontwikkelen die bestemd zijn voor een breed publiek en die de activiteiten en projecten van de vereniging kunnen laten kennen, in ten minste drie onderscheiden gebieden die, elk, ten minste 100.000 inwoners tellen, en die ten minste gelegen zijn :
 - ofwel in twee onderscheiden provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
 - ofwel in drie onderscheiden provincies;
- d. een regelmatige informatie verlenen aan en een regelmatig overleg plegen met de deelnemers en de leden van de vereniging;
- e. zorgen voor de coördinatie van de activiteiten, alsook voor uitwisselingen tussen de verschillende groepen deelnemers;
- f. zorgen voor de coördinatie van de activiteiten verricht in de verschillende gebieden bedoeld in de punten b. en c. van deze paragraaf;
- g. de organisatie van één evenement per jaar, of één publicatie per jaar, voor een breed publiek, verwezenlijken, waarbij de zichtbaarheid van de vereniging, van haar doelstellingen, projecten en activiteiten tot stand komt; voor die verwezenlijkingen kunnen samenwerkingsverbanden met andere verenigingen worden georganiseerd;

h. haar activiteiten in verbinding met, en, in voorkomend geval, in samenwerking met andere verenigingen ontwikkelen, wat het bedieningsgebied van de activiteiten van die laatste ook is.

Bij toepassing van artikel 10 1°, 2), c) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor die categorie 60.

Art. 7. § 1. Teneinde een specifieke erkenning te genieten als « beweging » krachtens artikel 5 van het decreet in het kader van as 1, zoals bedoeld in artikel 3, 1 van het decreet, moet de vereniging die zes tot acht niet-zelfstandige verenigingen overkoepelt in minstens drie verschillende provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

a. voor de overkoepelende vereniging, hierna de « algemene vereniging » genoemd, en de overkoepelde verenigingen, hierna de « regionale verenigingen » genoemd :

- 1) tussen twee en vier actiethema's ontwikkelen;
- 2) deze actiethema's in praktijk zetten door regelmatige en betekenisvolle activiteiten van een minimale duur van 180 uur per jaar;
- 3) minstens twee activiteiten per jaar organiseren die een impact hebben op het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die zich behalve tot de leden van de beweging ook tot een breed publiek richten, en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele deelnemers te sensibiliseren;
- 4) een contactblad oprichten voor de leden van de beweging, dat minstens één keer per trimester verschijnt en zich tot het geheel van de krachtens het decreet erkende verenigingen richt;
- 5) over een webstek beschikken die het activiteitenprogramma online voorstelt;
- 6) zorgen voor de coördinatie van de activiteiten die gevoerd worden door de regionale verenigingen;
- 7) deelnemen aan gemeenschappelijke projecten met andere verenigingen, die al dan niet erkend zijn krachtens het decreet, op basis van de samenwerking, het partnerschap of het net;

a. voor het geheel van de overkoepelde verenigingen, hierna de « regionale verenigingen » genoemd :

- 1) plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren van een minimale duur van 1.200 uur per jaar waarvan, als uitzondering van artikel 2, minstens 60 % de in punt a., 1) van deze paragraaf bedoelde actiethema's in praktijk zetten;
- 2) minstens 6 jaarlijkse activiteiten organiseren die zich richten tot een breed publiek en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren;

a. voor elke regionale vereniging :

- 1) per jaar minstens 200 uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren; deze uren tellen voor de berekening van het aantal uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten bedoeld in punt b. 1) van deze paragraaf;
- 2) minstens één activiteit organiseren die zich richt tot een breed publiek en die toelaat kennis te maken met de activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren; deze activiteit telt voor de berekening van het aantal activiteiten bedoeld in punt b. 2) van deze paragraaf;
- 3) een territoriaal activiteitenveld voorstellen dat minstens overeenstemt met een zone van 100.000 inwoners;
- 4) naar de administratie de documenten versturen die haar institutionele of contractuele banden met de algemene vereniging bevestigen.

Bij toepassing van artikel 10, 2°, 1), 2), a) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 70.

§ 2. Om toegang te hebben tot de puntencategorie die zich boven de in § 1 bedoelde categorie bevindt, moet de vereniging die drie tot vijf regionale verenigingen overkoepelt in minstens twee verschillende provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a. voor de algemene vereniging en de regionale verenigingen :
 - 1) tussen twee en vier actiethema's ontwikkelen;
 - 2) deze actiethema's in praktijk zetten door regelmatige en betekenisvolle activiteiten van een minimale duur van 180 uur per jaar;

3) minstens twee activiteiten per jaar organiseren die een impact hebben op het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die zich behalve tot de leden van de beweging ook tot een breed publiek richten, en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele deelnemers te sensibiliseren;

4) een contactblad oprichten voor de leden van de beweging, dat minstens één keer per trimester verschijnt en zich tot het geheel van de krachtens het decreet erkende verenigingen richt;

5) over een webstek beschikken die het activiteitenprogramma online voorstelt;

6) zorgen voor de coördinatie van de activiteiten die gevoerd worden door de regionale verenigingen;

7) deelnemen aan gemeenschappelijke projecten met andere verenigingen, die al dan niet erkend zijn krachtens het decreet op basis van de samenwerking, het partnerschap of het net;

b. voor het geheel van de regionale verenigingen :

1) plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren van een minimale duur van 1.600 uur per jaar waarvan, als uitzondering van artikel 2, minstens 60 % de in punt a., 1) van deze paragraaf bedoelde actiethema's in praktijk zetten;

2) minstens 8 jaarlijkse activiteiten organiseren die zich richten tot een breed publiek en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren;

c. voor elke regionale vereniging :

1) per jaar minstens 200 uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren; deze uren tellen voor de berekening van het aantal uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten bedoeld in punt b. 1) van deze paragraaf;

2) minstens één jaarlijkse activiteit organiseren die zich richt tot een breed publiek en die toelaat kennis te maken met de activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren; deze activiteit telt voor de berekening van het aantal activiteiten bedoeld in punt b. 2) van deze paragraaf;

3) een territoriaal activiteitenveld voorstellen dat minstens overeenstemt met een zone van 100.000 inwoners;

4) naar de Administratie de documenten versturen die haar institutionele of contractuele banden met de algemene vereniging bevestigen.

Bij toepassing van artikel 10, 2°, 1), b) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 95.

§ 3. Om toegang te hebben tot de puntencategorie die zich boven de in § 2 bedoelde categorie bevindt, moet de vereniging die drie tot vijf regionale verenigingen overkoepelt in minstens drie verschillende Provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

a. voor de algemene vereniging en de regionale verenigingen :

1) tussen twee en vier actiethema's ontwikkelen;

2) deze actiethema's in praktijk zetten door regelmatige en betekenisvolle activiteiten van een minimale duur van 180 uur per jaar;

3) minstens twee activiteiten per jaar organiseren die een impact hebben op het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die zich behalve tot de leden van de beweging ook tot een breed publiek richten, en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele deelnemers te sensibiliseren;

4) een contactblad oprichten voor de leden van de beweging, dat minstens één keer per trimester verschijnt en zich tot het geheel van de krachtens het decreet erkende verenigingen richt;

5) over een webstek beschikken die het activiteitenprogramma online voorstelt;

6) zorgen voor de coördinatie van de activiteiten die gevoerd worden door de regionale verenigingen;

7) deelnemen aan gemeenschappelijke projecten met andere verenigingen die al dan niet erkend zijn krachtens het decreet op basis van de samenwerking, het partnerschap of het net;

b. voor het geheel van de regionale verenigingen :

1) plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren van een minimale duur van 2.000 uur per jaar waarvan, als uitzondering van artikel 2, minstens 60 % de in punt a., 1) van deze paragraaf bedoelde actiethema's in praktijk zetten;

2) minstens 10 jaarlijkse activiteiten organiseren die zich richten tot een breed publiek en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren;

c. voor elke regionale vereniging :

1) per jaar minstens 200 uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren; deze uren tellen voor de berekening van het aantal uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten bedoeld in punt b. 1) van deze paragraaf;

2) minstens één jaarlijkse activiteit organiseren die zich richt tot een breed publiek en die toelaat kennis te maken met de activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren; deze activiteit telt voor de berekening van het aantal activiteiten bedoeld in punt b. 2) van deze paragraaf;

3) een territoriaal activiteitenveld voorstellen dat minstens overeenstemt met een zone van 100.000 inwoners;

4) naar de Administratie de documenten versturen die haar institutionele of contractuele banden met de algemene vereniging bevestigen.

Bij toepassing van artikel 10, 2°, 2), c) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 120.

Art. 8. § 1. Teneinde een specifieke erkenning te genieten als « beweging » krachtens artikel 5 van het decreet in het kader van as 1, zoals bedoeld in artikel 3, 1 van het decreet, moet de vereniging die zes tot acht niet-zelfstandige verenigingen overkoepelt in minstens drie verschillende provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

a. voor de algemene vereniging en de regionale verenigingen :

1) tussen drie en vijf actiethema's ontwikkelen;

2) deze actiethema's in praktijk zetten door regelmatige en betekenisvolle activiteiten van een minimale duur van 240 uur per jaar;

3) minstens drie activiteiten per jaar organiseren die een impact hebben op het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die zich behalve tot de leden van de beweging ook tot een breed publiek richten, en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele deelnemers te sensibiliseren;

4) een contactblad oprichten voor de leden van de beweging, dat minstens één keer per trimester verschijnt en zich tot het geheel van de krachtens het decreet erkende verenigingen richt;

5) over een webstek beschikken die het activiteitenprogramma online voorstelt;

6) zorgen voor de coördinatie van de activiteiten die gevoerd worden door de regionale verenigingen;

7) deelnemen aan gemeenschappelijke projecten met andere verenigingen, die al dan niet erkend zijn krachtens het decreet op basis van de samenwerking, het partnerschap of het net;

a. voor het geheel van de regionale verenigingen :

1) plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren van een minimale duur van 2.400 uur per jaar waarvan, als uitzondering van artikel 2, minstens 60 % de in punt a., 1) van deze paragraaf bedoelde actiethema's in praktijk zetten;

2) minstens 12 jaarlijkse activiteiten organiseren die zich richten tot een breed publiek en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren;

a. voor elke regionale vereniging :

1) per jaar minstens 200 uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren; deze uren tellen voor de berekening van het aantal uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten bedoeld in punt b. 1) van deze paragraaf;

2) minstens één activiteit organiseren die zich richt tot een brede publiek en die toelaat kennis te maken met de activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren; deze activiteit telt voor de berekening van het aantal activiteiten bedoeld in punt b. 2) van deze paragraaf;

3) een territoriaal activiteitenveld voorstellen dat minstens overeenstemt met een zone van 100.000 inwoners;

4) naar de administratie de documenten versturen die haar institutionele of contractuele banden met de algemene vereniging bevestigen.

Bij toepassing van artikel 10, 2°, 2), a) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 145.

§ 2. Om toegang te hebben tot de puntencategorie die zich boven de in § 1 bedoelde categorie bevindt, moet de vereniging die zes tot acht regionale verenigingen overkoepelt in minstens drie verschillende provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

a. voor de algemene vereniging en de regionale verenigingen :

1) tussen drie en vijf actiethema's ontwikkelen;

2) deze actiethema's in praktijk zetten door regelmatig en betekenisvolle activiteiten van een minimale duur van 240 uur per jaar;

3) minstens drie activiteiten per jaar organiseren die een impact hebben op het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die zich behalve tot de leden van de beweging ook tot een breed publiek richten, en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele deelnemers te sensibiliseren;

4) een contactblad oprichten voor de leden van de beweging, dat minstens één keer per trimester verschijnt en zich tot het geheel van de krachtens het decreet erkende verenigingen richt;

5) over een webstek beschikken die het activiteitenprogramma online voorstelt;

6) zorgen voor de coördinatie van de activiteiten die gevoerd worden door de regionale verenigingen;

7) deelnemen aan gemeenschappelijke projecten met andere verenigingen, die al dan niet erkend zijn krachtens het decreet op basis van de samenwerking, het partnerschap of het net;

b. voor het geheel van de regionale verenigingen :

1) plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren van een minimale duur van 2.800 uur per jaar waarvan, als uitzondering van artikel 2, minstens 60 % de in punt a., 1) van deze paragraaf bedoelde actiethema's in praktijk zetten;

2) minstens 14 jaarlijkse activiteiten organiseren die zich richten tot een breed publiek en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren;

c. voor elke regionale vereniging :

1) per jaar minstens 200 uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren; deze uren tellen voor de berekening van het aantal uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten bedoeld in punt b. 1) van deze paragraaf;

2) minstens één activiteit organiseren die zich richt tot een breed publiek en die toelaat kennis te maken met de activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren; deze activiteit telt voor de berekening van het aantal activiteiten bedoeld in punt b. 2) van deze paragraaf;

3) een territoriaal activiteitenveld voorstellen dat minstens overeenstemt met een zone van 100.000 inwoners;

4) naar de Administratie de documenten versturen die haar institutionele of contractuele banden met de algemene vereniging bevestigen.

Bij toepassing van artikel 10, 2°, 2), b) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 170.

§ 3. Om toegang te hebben tot de puntencategorie die zich boven de in § 2 bedoelde categorie bevindt, moet de vereniging die zes tot acht regionale verenigingen overkoepelt in minstens drie verschillende provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

a. voor de algemene vereniging en de regionale verenigingen :

1) tussen drie en vijf actiethema's ontwikkelen;

2) deze actiethema's in praktijk zetten door regelmatig en betekenisvolle activiteiten van een minimale duur van 240 uur per jaar;

3) minstens drie activiteiten per jaar organiseren die een impact hebben op het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die zich behalve tot de leden van de beweging ook tot een breed publiek richten, en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele deelnemers te sensibiliseren;

4) een contactblad oprichten voor de leden van de beweging, dat minstens één keer per trimester verschijnt en zich tot het geheel van de krachtens het decreet erkende verenigingen richt;

5) over een webstek beschikken die het activiteitenprogramma online voorstelt;

6) zorgen voor de coördinatie van de activiteiten die gevoerd worden door de regionale verenigingen;

7) deelnemen aan gemeenschappelijke projecten met andere verenigingen die al dan niet erkend zijn krachtens het decreet op basis van de samenwerking, het partnerschap of het net;

b. voor het geheel van de regionale verenigingen :

1) plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren van een minimale duur van 3.200 uur per jaar waarvan, als uitzondering van artikel 2, minstens 60 % de in punt a., 1) van deze paragraaf bedoelde actiethema's in praktijk zetten;

2) minstens 16 jaarlijkse activiteiten organiseren die zich richten tot een breed publiek en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren;

c. voor elke regionale vereniging :

1) per jaar minstens 200 uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren; deze uren tellen voor de berekening van het aantal uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten bedoeld in punt b. 1) van deze paragraaf;

2) minstens één jaarlijkse activiteit organiseren die zich richt tot een breed publiek en die toelaat kennis te maken met de activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren; deze activiteit telt voor de berekening van het aantal activiteiten bedoeld in punt b. 2) van deze paragraaf;

3) een territoriaal activiteitenveld voorstellen dat minstens overeenstemt met een zone van 100.000 inwoners;

4) naar de Administratie de documenten versturen die haar institutionele of contractuele banden met de algemene vereniging bevestigen.

Bij toepassing van artikel 10, 2°, 2), c) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 195.

Art. 9. § 1. Teneinde een specifieke erkenning te genieten als « beweging » krachtens artikel 5 van het decreet in het kader van as 1, zoals bedoeld in artikel 3, 1 van het decreet, moet de vereniging die negen niet-zelfstandige verenigingen en meer overkoepelt in minstens vier verschillende provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

a. voor de algemene vereniging en de regionale verenigingen :

1) tussen vier en zes actiethema's ontwikkelen;

2) deze actiethema's in praktijk zetten door regelmatige en betekenisvolle activiteiten van een minimale duur van 320 uur per jaar;

3) minstens vier activiteiten per jaar organiseren die een impact hebben op het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die zich behalve tot de leden van de beweging ook tot een breed publiek richten, en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele deelnemers te sensibiliseren;

4) een contactblad oprichten voor de leden van de beweging, dat minstens één keer per trimester verschijnt en zich tot het geheel van de krachtens het decreet erkende verenigingen richt;

5) over een webstek beschikken die het activiteitenprogramma online voorstelt;

6) zorgen voor de coördinatie van de activiteiten die gevoerd worden door de regionale verenigingen;

7) deelnemen aan gemeenschappelijke projecten met andere verenigingen die al dan niet erkend zijn krachtens het decreet op basis van de samenwerking, het partnerschap of het net;

b. voor het geheel van de regionale verenigingen :

1) plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren van een minimale duur van 3.600 uur per jaar waarvan, als uitzondering op artikel 2, minstens 60 % de in punt a., 1) van deze paragraaf bedoelde actiethema's in praktijk zetten;

2) minstens 18 jaarlijkse activiteiten organiseren die zich richten tot een breed publiek en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren;

c. voor elke regionale vereniging :

1) per jaar minstens 200 uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren; deze uren tellen voor de berekening van het aantal uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten bedoeld in punt b. 1) van deze paragraaf;

2) minstens één jaarlijkse activiteit organiseren die zich richt tot een breed publiek en die toelaat kennis te maken met de activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren; deze activiteit telt voor de berekening van het aantal activiteiten bedoeld in punt b. 2) van deze paragraaf;

3) een territoriaal activiteitenveld voorstellen dat minstens overeenstemt met een zone van 100.000 inwoners;

4) naar de administratie de documenten versturen die haar institutionele of contractuele banden met de algemene vereniging bevestigen.

Bij toepassing van artikel 10, 2°, 3), a) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 220.

§ 2. Om toegang te hebben tot de puntencategorie die zich boven de in § 1 bedoelde categorie bevindt, moet de vereniging die negen regionale verenigingen en meer overkoepelt in minstens vier verschillende provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

a. voor de algemene vereniging en de regionale verenigingen :

1) tussen vier en zes actiethema's ontwikkelen;

2) deze actiethema's in praktijk zetten door regelmatige en betekenisvolle activiteiten van een minimale duur van 320 uur per jaar;

3) minstens vier activiteiten per jaar organiseren die een impact hebben op het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die zich buiten de leden van de beweging tot een breed publiek richten, en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele deelnemers te sensibiliseren;

4) een contactblad oprichten voor de leden van de beweging, dat minstens één keer per trimester verschijnt en zich tot het geheel van de krachtens het decreet erkende verenigingen richt;

5) over een webstek beschikken die het activiteitenprogramma online voorstelt;

6) zorgen voor de coördinatie van de activiteiten die gevoerd worden door de regionale verenigingen;

7) deelnemen aan gemeenschappelijke projecten met andere verenigingen die al dan niet erkend zijn krachtens het decreet op basis van de samenwerking, het partnerschap of het net;

b. voor het geheel van de regionale verenigingen :

1) plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren van een minimale duur van 4.000 uur per jaar waarvan, als uitzondering van artikel 2, minstens 60 % de in punt a., 1) van deze paragraaf bedoelde actiethema's in praktijk zetten;

2) minstens 20 jaarlijkse activiteiten organiseren die zich richten tot een breed publiek en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren;

c. voor elke regionale vereniging :

1) per jaar minstens 200 uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren; deze uren tellen voor de berekening van het aantal uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten bedoeld in punt b. 1) van deze paragraaf;

2) minstens één jaarlijkse activiteit organiseren die zich richt tot een breed publiek en die toelaat kennis te maken met de activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren; deze activiteit telt voor de berekening van het aantal activiteiten bedoeld in punt b. 2) van deze paragraaf;

3) een territoriaal activiteitenveld voorstellen dat minstens overeenstemt met een zone van 100.000 inwoners;

4) naar de Administratie de documenten versturen die haar institutionele of contractuele banden met de algemene vereniging bevestigen.

Bij toepassing van artikel 10, 2°, 3), b) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 245.

§ 3. Om toegang te hebben tot de puntencategorie die zich boven de in § 2 bedoelde categorie bevindt, moet de vereniging die negen regionale verenigingen en meer overkoepelt in minstens drie verschillende Provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

a. voor de algemene vereniging en de regionale verenigingen :

1) tussen vier en zes actiethema's ontwikkelen;

2) deze actiethema's in praktijk zetten door regelmatige en betekenisvolle activiteiten van een minimale duur van 320 uur per jaar;

3) minstens drie activiteiten per jaar organiseren die een impact hebben op het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die zich behalve tot de leden van de beweging ook tot een breed publiek richten, en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele deelnemers te sensibiliseren;

4) een contactblad oprichten voor de leden van de beweging, dat minstens één keer per trimester verschijnt en zich tot het geheel van de krachtens het decreet erkende verenigingen richt;

5) over een webstek beschikken die het activiteitenprogramma online voorstelt;

6) zorgen voor de coördinatie van de activiteiten die gevoerd worden door de regionale verenigingen;

7) deelnemen aan gemeenschappelijke projecten met andere verenigingen die al dan niet erkend zijn krachtens het decreet op basis van de samenwerking, het partnerschap of het net;

b. voor het geheel van de regionale verenigingen :

1) plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren van een minimale duur van 4.400 uur per jaar waarvan, als uitzondering van artikel 2, minstens 60 % de in punt a., 1) van deze paragraaf bedoelde actiethema's in praktijk zetten;

2) minstens 22 jaarlijkse activiteiten organiseren die zich richten tot een breed publiek en die toelaten kennis te maken met activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren;

c. voor elke regionale vereniging :

1) per jaar minstens 200 uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten organiseren; deze uren tellen voor de berekening van het aantal uren plaatselijke nabijheidsactiviteiten bedoeld in punt b. 1) van deze paragraaf;

2) minstens één jaarlijkse activiteit organiseren die zich richt tot een breed publiek en die toelaat kennis te maken met de activiteiten van de beweging en eventuele nieuwe deelnemers te sensibiliseren; deze activiteit telt voor de berekening van het aantal activiteiten bedoeld in punt b. 2) van deze paragraaf;

3) een territoriaal activiteitenveld voorstellen dat minstens overeenstemt met een zone van 100.000 inwoners;

4) naar de Administratie de documenten versturen die haar institutionele of contractuele banden met de algemene vereniging bevestigen.

Bij toepassing van artikel 10, 2°, 3), c) van het decreet, is het aantal punten betrekkingen toegekend aan de vereniging voor deze categorie 270.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsvoorwaarden in het kader
van as 2 bedoeld in artikel 3, 2 van het decreet en overeenstemmende puntencategorieën*

Afdeling 1. — Algemene principes

Art. 10. Om in aanmerking te worden genomen in het kader van dit hoofdstuk moeten de opleidingen aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1) zich richten tot animators, opleiders, leden, militanten of verantwoordelijken van de vereniging, al dan niet bezoldigd;
- 2) zich onderscheiden door de inhoud, de methodologie voor de opleiding en in voorkomend geval, door de doelpublieken, door de schoolse, buitenschoolse, universitaire, academische, professionele opleidingsprogramma's alsmede opleidingen voor sociale promotie en sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces;
- 3) als doel hebben de deelnemers de kans te bieden animatie-, analyse-, pedagogische, methodologische, communicatie- of beheersvaardigheden voor de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën te bekomen, op voorwaarde dat deze laatste gepaard gaan met een kritische bestudering van de rol en de plaats van de nieuwe technologieën in de maatschappij.

Art. 11. Opdat de opleidingen die ze organiseert in aanmerking zou kunnen komen in het kader van dit hoofdstuk, moet de vereniging :

- 1) in het project bedoeld in artikel 7, 3° van het decreet, de redenen bepalen waarom zij vindt dat deze voldoen aan de bepaling van artikel 1 en van artikel 3, 2. van het decreet;
- 2) in haar opleidingsaanbod het publiek aanduiden waartoe de opleidingen zich richten;
- 3) een specifieke voorbereiding organiseren die specifiek is voor de opleiding;
- 4) een analyse maken van de behoeften die ze ondervindt inzake opleiding;
- 5) de toegang tot de opleidingen en de effectieve medewerking van het doelpubliek verzekeren;
- 6) aan haar opleidingsaanbod een gepaste publiciteit geven, inzonderheid voor de verenigingen erkend krachtens het decreet alsmede, meer in het algemeen, voor verenigingen die in de sociaal-culturele sector werkzaam zijn;
- 7) een gedetailleerde voorstelling maken van de doelstellingen van de voorgestelde opleidingen, van hun plannen, van hun duur, van het voorziene aantal deelnemers alsmede van de pedagogische en methodologische middelen die ze wil aanwenden in het kader van deze;
- 8) pedagogische of methodologische hulpmiddelen verspreiden in verband met hun doel;
- 9) de verworven vaardigheden van de deelnemers op het einde van de opleidingen meten;
- 10) over het personeel beschikken dat specifiek is voor de organisatie van de opleidingen, welke bekwaam zal zijn voor deze taak;
- 11) over een webstek beschikken.

Art. 12. De opleidingen die in aanmerking genomen zijn in het kader van dit hoofdstuk kunnen algemeen of gespecialiseerd zijn.

Ze kunnen van korte of van lange duur zijn.

Het aantal deelnemers aan deze opleidingen kan tussen 5 en 30 bedragen.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden en overeenstemmende puntencategorieën.

Art. 13. § 1. Om erkend te worden krachtens artikel 4 van het decreet, in het kader van as 2, zoals bedoeld in artikel 3, 2 van het decreet, moet de vereniging minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a. een opleidingsprogramma oprichten;
- b. dat programma toepassen door opleidingen van een gemiddelde jaarlijkse duur van minstens 6.000 uur/deelnemer te organiseren.

Bij toepassing van artikel 10, 2°, 3), a) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 15.

§ 2. Om toegang te hebben tot de puntencategorie die zich boven de in § 1 bedoelde categorie bevindt, moet de vereniging minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a. een opleidingsprogramma oprichten;
- b. dat programma toepassen door opleidingen van een gemiddelde jaarlijkse duur van minstens 11.250 uur/deelnemers te organiseren.

Bij toepassing van artikel 10, 3°, b) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 30.

§ 3. Om toegang te hebben tot de puntencategorie die zich boven de in § 2 bedoelde categorie bevindt, moet de vereniging minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a. een opleidingsprogramma oprichten;
- b. dat programma toepassen door opleidingen van een gemiddelde jaarlijkse duur van minstens 15.000 uur/deelnemers te organiseren;
- c. minstens één opleiding organiseren van lange duur van 120 uur per jaar en met minstens 10 deelnemers. Onder opleiding van lange duur wordt verstaan een ononderbroken opleidingscyclus waarvan de inhoud een geheel vormt en waarvoor de deelnemers zich verbinden voor het geheel van het proces. Deze opleiding telt voor de berekening van het aantal uren vereist in punt b. van deze paragraaf.

Bij toepassing van artikel 10, 3°, c) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 45.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenningsvoorwaarden in het kader van as 3, bedoeld in artikel 3, 3 van het decreet en overeenstemmende puntencategorieën.*

Art. 14. De vereniging die haar erkenning aanvraagt in deze as kiest om haar aanvraag in te schrijven in het kader van artikel 3, 3, 1° of in het kader van artikel 3, 3, 2° van het decreet.

Deze twee bepalingen zijn niet cumuleerbaar.

Afdeling 1. — Dienstverlening – artikel 3, 3, 1° van het decreet

Onderafdeling 1. — Algemene principes

Art. 15. Om erkend te worden in het kader van deze afdeling, moet de vereniging :

1) pedagogische of didactische hulpmiddelen, materiaal, uitrusting die de krachtens het decreet erkende verenigingen de kans bieden om hun permanente opvoedingsactiviteiten uit te oefenen of die het publiek de kans bieden ervan te genieten, ter beschikking stellen van of leveren aan verenigingen en, in voorkomend geval, aan een publiek dat voornamelijk volwassen is;

2) technische bekwaamheden en bekwaamheden voor animatie ter beschikking stellen van of leveren aan verenigingen en, in voorkomend geval, aan een voornamelijk volwassen publiek, voor het gebruik van de in 1) bedoelde hulpmiddelen;

3) over het personeel beschikken dat specifiek is voor de diensten die ze biedt, dat over de vereiste bekwaamheidsgraad beschikt voor deze producties en diensten;

4) een voorbereiding en een begeleidingswerk voeren die specifiek zijn voor de aangeboden diensten;

5) de doelstellingen bepalen die ze beoogt in haar dienstenaanbod;

6) over een webstek beschikken.

Art. 16. De verleende – individuele of collectieve - diensten zijn, behalve voor de leden van de vereniging, ook bedoeld voor gebruikers van andere verenigingen.

De activiteit van dienstverlening heeft een herhalend en systematisch karakter.

Art. 17. Om in aanmerking te worden genomen in het kader van deze afdeling, onderscheiden de verleende diensten zich duidelijk van een individuele, morele, sociale, medisch-sociale of psychologische hulpverlening.

Onderafdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden en overeenstemmende puntencategorieën

Art. 18. § 1. Om erkend te worden krachtens artikel 4 van het decreet in het kader van as 3, zoals bedoeld in artikel 3, 3, 1° van het decreet, moet de vereniging minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

a. hulpmiddelen leveren die minstens tot 10 eigen realisaties van de vereniging per jaar leiden;

b. ruime en regelmatige informatie geven betreffende de geleverde hulpmiddelen of aangeboden diensten;

c. zorgen voor een zo breed mogelijke verspreiding van producten en diensten, zelfs als het om een specifiek doelpubliek gaat.

Bij toepassing van artikel 10, 4°, a) van het decreet, is het aantal aan de vereniging toegekende punten/betrekking voor deze categorie 20.

§ 2. Om toegang te hebben tot de puntencategorie die zich boven de in § 1 bedoelde categorie bevindt, moet de vereniging minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

a. hulpmiddelen leveren die minstens tot 20 eigen realisaties van de vereniging per jaar leiden;

b. ruime en regelmatige informatie geven betreffende de geleverde hulpmiddelen of aangeboden diensten;

c. zorgen voor een zo breed mogelijke verspreiding van producten en diensten, zelfs als het om een specifiek doelpubliek gaat.

Bij toepassing van artikel 10, 4°, b) van het decreet komt het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie overeen met 30.

Art. 19. Teneinde een specifieke erkenning te genieten als « beweging » krachtens artikel 5 van het decreet in het kader van as 3, zoals bedoeld in artikel 3, 3, 1° van het decreet, moet de vereniging minstens aan de voorwaarden bedoeld in artikel 18, § 2 voldoen.

Bij toepassing van artikel 10, 4°, b) van het decreet, is het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging voor deze categorie 30.

Afdeling 2. — Productie van analyses en studies – artikel 3, 3, 2°

Onderafdeling 1. — Definities en algemene principes

Art. 20. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

— Analyse : uiteenzetting, die kort en omstandig kan zijn, met betrekking tot nauwkeurige thema's met minstens 8.000 tekens, en die het voorwerp uitmaakt van een communicatie ofwel door het woord te nemen in het openbaar zoals de deelname aan debatten, persconferenties of inhoudelijke interviews in de pers, ofwel door internet, ofwel door de publicatie van een geschreven stuk.

— Studie : productie van een geschreven document dat het resultaat is van investigatie, van een onderzoek of een bezinning op lange termijn over de nauwkeurige thema's met minstens 60.000 tekens en gepubliceerd door een geschreven drager of door internet.

Art. 21. Opdat haar analyses in aanmerking zouden kunnen worden genomen in het kader van deze afdeling, maakt de vereniging het schriftelijk bewijs op van hun voorbereiding, ontwikkeling en verspreiding.

Art. 22. Opdat haar analyses en studies in aanmerking zouden kunnen worden genomen in het kader van deze afdeling :

- 1) voert de vereniging een uiterst nauwkeurige verwerking van gegevens uit, die gebaseerd is op een gediversifieerde en gecontroleerde informatie; de bovenvermelde verwerking verhindert niet de vrijheid van meningsuiting;
- 2) stelt de vereniging de analyses en studies voor en verspreidt ze die op zodanige wijze dat het gebruik ervan door de verenigingswereld en het doelpubliek vergemakkelijkt wordt;
- 3) beschikt de vereniging over het personeel dat specifiek is voor de uitvoering van analyses en studies; het personeel in kwestie heeft de vereiste bevoegdheid om dit soort productie uit te voeren.

Onderafdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden en overeenkomende puntencategorieën

Art. 23. § 1. Om erkend te worden krachtens artikel 4 van het decreet, in het kader van as 3, zoals bedoeld in artikel 3, 3, 2° van het decreet voldoet de vereniging ten minste aan de volgende voorwaarden :

- a) ten minste 15 analyses per jaar uitvoeren die eigen zijn aan de vereniging;
- b) ten minste één studie per jaar uitvoeren die eigen is aan de vereniging;
- c) zorgen voor de publiciteit van deze producties, dit houdt de onlinestelling ervan in wanneer ze schriftelijk worden verspreid.

Met toepassing van artikel 10, 4°, a) van het decreet wordt het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging die tot deze categorie behoort, op 20 vastgesteld.

§ 2. Om tot een puntencategorie over te gaan die hoger is dan deze bedoeld in § 1, voldoet de vereniging ten minste aan de volgende voorwaarden :

- a) ten minste 30 analyses per jaar uitvoeren die eigen zijn aan de vereniging;
- b) ten minste 20 studies per jaar uitvoeren die eigen zijn aan de vereniging;
- c) zorgen voor de publiciteit van deze producties, dit houdt de onlinestelling ervan in wanneer ze schriftelijk worden verspreid.

Met toepassing van artikel 10, 4°, b) van het decreet wordt het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging die tot deze categorie behoort, op 30 vastgesteld.

Art. 24. Om specifiek erkend te worden als « beweging » krachtens artikel 5 van het decreet, in het kader van as 3, zoals bedoeld in artikel 3, 3, 2° van het decreet, beantwoordt de vereniging ten minste aan de voorwaarden bepaald in artikel 23, § 2.

Met toepassing van artikel 10, 4°, b) van het decreet wordt het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging die tot deze categorie behoort, op 30 vastgesteld.

HOOFDSTUK V. — Erkenningsvoorwaarden in as 4, bedoeld in artikel 3, 4 van het decreet et overeenkomende puntencategorie

Afdeling 1. — Algemene principes

Art. 25. Opdat haar informatie- en communicatiecampagnes in aanmerking zou kunnen worden genomen in het kader van dit Hoofdstuk :

- 1) voert de vereniging grootschalige informatie-, bewustmakings- en communicatiecampagnes;
- 2) is de vereniging gericht op de bewustmaking en aanspreking van het breedste publiek en de politieke wereld omtrent de overeenstemming van bepaalde wetgevende of praktische werkelijkheden met de grondslagen die zij bevordert, met als doelstelling de gedragen, de mentaliteiten en de regelgevingen te doen evolueren;
- 3) stelt de vereniging alles in het werk om te zorgen voor de bewustmaking van het publiek dat gemakkelijk uitgesloten of verwijderd wordt van de communicatiemiddelen, de openbare ruimtes voor debatten en deelneming;
- 4) stelt de vereniging alles in het werk om te zorgen voor de informatie en de bewustmaking van de media;
- 5) voert de vereniging haar activiteiten uit in samenwerking met, in partnership met en, in voorkomend geval, in netwerk met andere verenigingen, worden ze al dan niet erkend krachtens het decreet;
- 6) voert de vereniging een werk uit in verband met :
 - a. de analyse van de onderwerpen die zij aansnijdt;
 - b. de animatie en de pedagogische exploitatie rond deze thema's;
 - c. de opvolging van bewustmakings-, aansprekings- en communicatiecampagnes;
- 7) richt de vereniging een brief, voor elke campagne, tot alle verenigingen erkend krachtens het decreet, aan alle erkende jeugdorganisaties, aan alle erkende culturele centra alsook aan het geheel van de parlementsleden van de Raad van de Franse Gemeenschap;
- 8) beschikt de vereniging over een website.

Art. 26. De activiteiten die in aanmerking worden genomen in het kader van dit hoofdstuk, nemen de vorm van grootschalige bewustmakings-, informatie- of communicatiecampagnes aan die gevoerd worden op lange duur, en van welbepaalde acties over nauwkeurige thema's; deze kunnen de vorm van persberichten aannemen.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden en overeenkomende puntencategorie

Art. 27. § 1. Om erkend te worden krachtens artikel 4 van het decreet, in het kader van as 4, zoals bedoeld in artikel 3, 4 van het decreet, beantwoordt de vereniging ten minste aan de volgende voorwaarden :

- a) ten minste 2 brede bewustmakings-, aansprekings- of communicatiecampagnes per jaar voeren, die gericht zijn op nauwkeurige thema's, waarvan één eigen is aan de vereniging;
- b) ten minste 20 andere welbepaalde acties voeren.

Met toepassing van artikel 10, 5° van het decreet wordt het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging die tot deze categorie behoort, op 20 vastgesteld.

§ 2. Om specifiek erkend te worden als « beweging » krachtens artikel 5 van het decreet, in het kader van as 4, zoals bedoeld in artikel 3, 4 van het decreet, beantwoordt de vereniging ten minste aan de voorwaarden bedoeld in § 1.

Met toepassing van artikel 10, 5° van het decreet wordt het aantal punten/betrekking toegekend aan de vereniging die tot deze categorie behoort, op 20 vastgesteld.

HOOFDSTUK VI. — Waarde van het punt

Art. 28. Met toepassing van artikel 10 van het decreet wordt de waarde van het punt op 2.541 EUR vastgesteld.

De waarde van een punt wordt jaarlijks geïndexeerd door de waarde van het punt bedoeld in het eerste lid te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de twee laatste maanden van het jaar, gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de twee laatste maanden van het vorige jaar.

Nochtans kan deze indexering niet hoger zijn dan de indexering van de algemene begroting van de oorspronkelijke uitgaven van de Franse Gemeenschap overeenkomstig het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren en houdende diverse bepalingen.

HOOFDSTUK VII – Procedure en uitdrukkelijke erkenningsvoorwaarden*Afdeling 1. — Uitdrukkelijke erkenningsvoorwaarden*

Art. 29. § 1. Om haar erkenning in één of meer assen aan te vragen, zoals bedoeld in artikel 3 van het decreet, dient de vereniging bij de administratie een dossier in met :

1° haar statuten van vereniging zonder winstoogmerk, in de vorm van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*;

2° de samenstelling van de leidende organen;

3° het adres van haar maatschappelijke zetel, het adres van haar activiteitenzetel, het nummer van de telefonische aansluiting, in voorkomend geval, het e-mailadres en, in voorkomend geval, het adres van de website alsook het bankrekeningnummer open op haar naam bij de financiële instelling alsook een attest van de financiële instelling dat deze informatie bevestigt;

4° een resultatenrekening en een financiële balans van het kalenderjaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning alsook de begrotingsvooruitzichten van het boekjaar waarin de aanvraag tot erkenning ingediend wordt, goedgekeurd door de beslissingsorganen van de vereniging;

5° een nota die haar maatschappelijk doel voorstelt en die beschrijft hoe de vereniging van plan is te beantwoorden aan de bepaling van artikel 1 van het decreet. Die nota omvat een argument over de gegrondheid van het project en het actieplan van de vereniging met verwijzing naar het doelpubliek en naar de territoriale, sociale, sociaal-culturele en, in voorkomend geval, economische context waarin ze haar project ontwikkelt;

6° Een uitdrukkelijke aanvraag tot erkenning die bepaalt op welke as(sen) ze betrekking heeft.

a) indien de aanvraag tot erkenning betrekking heeft op as 1, bepaalt de vereniging ook, in deze aanvraag, het bedieningsgebied van haar activiteiten en van welke puntencategorie ze het genot aanvraagt;

b) indien de aanvraag tot erkenning betrekking heeft op as 2, bepaalt de vereniging ook, in deze aanvraag, het bedieningsgebied van haar activiteiten en van welke puntencategorie ze het genot aanvraagt;

c) indien de aanvraag tot erkenning betrekking heeft op as 3, bepaalt de vereniging ook, of het gaat om as 3, 1° of om as 3, 2°, het bedieningsgebied van haar activiteiten en van welke puntencategorie ze het genot aanvraagt.

7° Een of meer bijlage(n) bij deze uitdrukkelijke aanvraag tot erkenning, die bepaalt :

- de activiteiten zoals bedoeld in artikel 2 van dit besluit en, in voorkomend geval, de opleidingen die beantwoorden aan de bepalingen van de artikelen 10 tot 12 van dit besluit, de producties die beantwoorden aan de bepaling van de artikelen 15 tot 17 van dit besluit, of de analyses en studies zoals bedoeld in artikel 20 van dit besluit, de informatie- en communicatiecampagnes die beantwoorden aan de bepaling van artikel 25 van dit besluit, effectief uitgevoerd door de vereniging tijdens het kalenderjaar voorafgaand aan haar aanvraag tot erkenning met inachtneming van de filosofie van het decreet en van de as(sen) waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, alsook het bewijs van hun uitvoering en hun evaluatie;
- het territoriale actieveld dat effectief gedekt wordt door de vereniging tijdens het kalenderjaar voorafgaand aan haar aanvraag tot erkenning.

8° een actieplan zoals bedoeld in artikel 7, 3° van het decreet dat overeenstemt met de assen waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

Dit actieplan heeft betrekking op een periode van twee jaar voor een vereniging die een voorlopige erkenning aanvraagt zoals bedoeld in artikel 6, § 2 van het decreet.

Voor de verenigingen waarop artikel 37 van het decreet van toepassing is, heeft het actieplan betrekking op een periode van vijf jaar.

Het actieplan bepaalt voor elke as waarvoor de vereniging haar erkenning aanvraagt :

a) de doelstellingen van de vereniging gedurende de periode van de programma-overeenkomst van vijf jaar of van de overeenkomst van twee jaar.

b) de strategieën en methodes die de vereniging wil uitvoeren om te beantwoorden aan de verplichtingen gebonden aan de as of de assen waarvoor ze haar erkenning aanvraagt, alsook de puntencategorie waarvan ze het genot aanvraagt, zoals bedoeld in de artikelen 2 tot 27 van dit besluit.

Volgens de as(sen) waarin de vereniging haar erkenning aanvraagt, bepaalt het actieplan :

a) voor een erkenning van as 1, de strategieën en de middelen die ze wil aanwenden om haar activiteiten te voeren inzonderheid met het publiek afkomstig uit volkskringen in de zin van het decreet;

b) voor een erkenning van as 2, de uiteenzetting van de redenen waarom de vereniging van mening is dat haar opleidingen overeenstemmen met de bepalingen van de artikelen 1 en 3, 2 van het decreet.

§ 2. De beweging die haar erkenning aanvraagt, of de vereniging die haar erkenning aanvraagt in de puntencategorie bedoeld in artikel 6, § 3, dienen een enig dossier in dat de niet-zelfstandige overkoepelde verenigingen dekt.

Art. 30. Om specifiek erkend te worden als « beweging », krachtens artikel 5 van het decreet, beantwoordt de vereniging bovendien aan alle volgende uitdrukkelijke voorwaarden die ze bepaalt in haar erkenningsdossier :

1° de verenigingen die ze overkoepelt, identificeren alsook hun bedieningsgebied;

2° een afschrift versturen van de statuten van deze verenigingen wanneer ze opgericht worden in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk. Deze moeten de onderschikkingsverbanden bepalen die ze hebben met de vereniging die ze overkoepelt;

3° indien de overkoepelde vereniging een feitelijke vereniging is, een afschrift versturen van een overeenkomst gesloten tussen de overkoepelende vereniging en de overkoepelde vereniging waarbij het onderschikkingsverband tussen deze verenigingen in het kader van het decreet vermeld wordt.

Art. 31. Indien de vereniging herhaaldelijk erkend, goedgekeurd, of een overeenkomst gesloten heeft of gesubsidieerd wordt door een andere overheidsmacht of in een andere sector van de Franse Gemeenschap, bepaalt de vereniging in haar aanvraag tot erkenning :

a) de middelen waarover ze jaarlijks beschikt krachtens deze herhaaldelijke goedkeuring, erkenning, overeenkomst of subsidiëring;

b) het voorwerp van deze herhaaldelijke goedkeuring, erkenning, overeenkomst of subsidiëring;

c) wat verantwoordt, volgens haar, een specifieke erkenning krachtens het decreet.

Afdeling 2. — Erkenningsprocedure

Onderafdeling 1. — Indiening van de aanvraag

Art. 32. Elke aanvraag tot erkenning wordt hoogstens op 31 maart van elk kalenderjaar, in viervoud ingediend, per brief aan de administratie, waarbij de postdatum als bewijs van verzending geldt.

De niet-naleving van deze termijn betekent de onontvankelijkheid van het dossier in het kader van het lopende boekjaar en het uitstel ervan tot het volgende boekjaar. In dit geval moet de vereniging een nieuwe bijgewerkte aanvraag indienen overeenkomstig het eerste lid van dit artikel.

Art. 33. Voor elk dossier stuurt de administratie een ontvangstbewijs binnen de dertig dagen na de ontvangst van het dossier. Deze geeft kennis aan de vereniging van de onontvankelijkheid van het dossier als het volledig is.

Indien het dossier onontvankelijk is, bepaalt het ontvangstbewijs de naam van de ambtenaar van de administratie die belast is met de opvolging van het dossier alsook de naam, het adres en het beroepstelefoonnummer van de Inspecteur van de Algemene Dienst Inspectie van de cultuur die als opdracht heeft het verslag van de inspectie te geven. Het dossier wordt onverwijld door de Administratie naar de Inspectie en de Raad verstuurd.

Elk dossier waarin de bepaling van de artikelen 29 tot 31 van dit besluit niet wordt nageleefd, maakt het voorwerp van een aanvraag voor bijkomende informatie binnen de dertig dagen na de ontvangst. De vereniging heeft dertig dagen om de aangevraagde bijkomende informatie te verschaffen.

De Administratie beslist definitief over de onontvankelijkheid van het dossier binnen de maand na de ontvangst van de bijkomende informatie. Indien het dossier niet aan de verplichtingen bepaald in de artikelen 29 tot 31 van dit besluit beantwoordt, wordt het geacht als onontvankelijk te zijn door de administratie die de vereniging ervan op de hoogte brengt en haar beslissing motiveert.

Onderafdeling 2. — Advies van de diensten van de Regering en van de Raad

Art. 34. § 1. De Administratie en de Inspectie brengen hun advies uit aan de Raad en de Minister uiterlijk op 30 september van het boekjaar waarin het dossier als onontvankelijk geacht werd overeenkomstig artikel 32 van dit besluit.

Bij ontvangst van deze adviezen en vanaf de vervaldag bedoeld in § 1 van dit artikel, beschikt de Raad over een periode van drie maanden om zijn advies aan de Minister uit te brengen.

Art. 35. De administratie, de inspectie en de Raad zijn gerechtigd om de Minister een erkenning voor te stellen in een categorie die lager is dan die aangevraagd door de vereniging indien blijkt dat ze de territoriale en/of kwantitatieve criteria niet naleeft zoals bedoeld in de artikelen 2 tot 27 van dit besluit. Ze kunnen ook een vermindering van het aantal assen voorstellen. Deze voorstellen worden met redenen omkleed.

Art. 36. Bij ontvangst van de gezamenlijke adviezen van de Administratie, de Inspectie en de Raad, beschikt de Minister over een termijn van drie maanden om al dan niet te beslissen over de erkenning, voorlopig of van onbepaalde duur, van de vereniging krachtens de artikelen 6, § 2 en 37 van het decreet.

Indien de vereniging een beslissing tot weigering van de erkenning gekregen heeft om redenen die strikt verband houden met de begrotingsmiddelen, wordt ze geacht een aanvraag tot erkenning het jaar volgend op deze beslissing geldig te hebben ingediend, en dit zonder andere bijkomende formaliteit. De administratie en de inspectie beschikken over een termijn van drie maanden vanaf de beslissing van de Minister om, in voorkomend geval, aan deze vereniging bijkomende informatie aan te vragen die nodig is voor een bijwerking van haar dossier. In deze veronderstelling beschikt de vereniging over een termijn van twee maanden om de vereiste bijkomende informatie aan de administratie en de inspectie over te zenden.

Art. 37. Na de evaluaties bedoeld in artikel 6, § 2, 5° en 7° van het decreet, en ingeval deze evaluaties negatief zijn, beschikt de Raad over een termijn van drie maanden om zijn met redenen omklede advies over deze evaluaties aan de Minister over te zenden.

De Minister beschikt over een termijn van twee maanden om een met redenen omklede beslissing te nemen, binnen de perken bedoeld in artikel 6, § 2, 5° en 7° van het decreet. Deze termijn begint te lopen vanaf de ontvangst van de evaluatie uitgevoerd door de administratie of, in het geval bedoeld in het eerste lid, te rekenen vanaf de ontvangst van het met redenen omklede advies van de Raad.

Art. 38. De erkenning, voorlopig of van onbepaalde duur, wordt op één januari van het kalenderjaar toegekend waarin de Minister zijn beslissing neemt.

HOOFDSTUK VII. — *Uitbetaling en verantwoording van de subsidies*

Art. 39. Vanaf 1 januari van elk jaar en voor zover de algemene uitgavenbegroting vooraf werd goedgekeurd, betaalt de Regering de subsidie bedoeld in artikel 9 van het decreet in twee schijven uit. De eerste schijf die gelijk is aan 85 % van de subsidie bedoeld in artikel 9 van het decreet, wordt uitbetaald voor hoogstens 31 maart. De tweede schijf, dit is 15 % van de subsidie, wordt uitbetaald binnen uiterlijk drie maanden na de mededeling, door de vereniging, van haar balans en haar resultatenrekening betreffende het vorige kalenderjaar; de mededeling van deze jaarrekeningen opent het recht op de uitbetaling van het saldo van de subsidie.

Art. 40. Elke vereniging die subsidies in het kader van het decreet krijgt, voert haar boekhouding zoals bedoeld in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, in artikel 17 en de toepassingsbesluiten genomen met toepassing van die wet; de boekhouding moet worden gevoerd volgens deze principes te rekenen vanaf 1 januari van het eerste jaar waarvoor de vereniging krachtens het decreet erkend wordt.

Art. 41. De subsidie bedoeld in artikel 9 van het decreet die voor een jaar wordt toegekend, betreft hetzelfde kalenderjaar. Deze subsidie wordt verantwoord door de in aanmerking komende lasten van hetzelfde kalenderjaar. De lasten die in aanmerking worden genomen, zijn afhankelijk van een boekhoudkundige vastlegging tijdens ditzelfde boekjaar.

Art. 42. De vereniging deelt voor uiterlijk 30 juni haar activiteitenverslag, haar jaarrekeningen goedgekeurd door haar algemene vergadering en betreffende het vorige kalenderjaar aan de inspectie en de administratie mee.

De jaarrekeningen omvatten de documenten bedoeld bij de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

Art. 43. De subsidies bedoeld in de artikelen 9, tweede lid en 10 van het decreet worden verantwoord door de lasten in verband met de bezoldiging, de sociale lasten of diverse lasten in verband met de betrekkingen van het personeel dat werkelijk wordt tewerkgesteld binnen de vereniging, overeenkomstig het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren en houdende diverse bepalingen.

Art. 44. De subsidies bedoeld in de artikelen 9, eerste lid en 11 van het decreet worden verantwoord door de lasten in verband met de werking en de activiteiten van de vereniging.

Bij wijze van uitzondering op het eerste lid, kan de vereniging, die dit aanvraagt bij de administratie en de inspectie, uiterlijk op 30 juni van het lopende kalenderjaar, voor hetzelfde kalenderjaar, ten hoogste 60 % van de subsidies bedoeld in de artikelen 9, eerste lid en 11 van het decreet verantwoorden door de lasten in verband met de bezoldiging, de sociale lasten of diverse lasten in verband met de betrekkingen.

Art. 45. De subsidies bedoeld in de artikelen 9, derde lid en 12, § 1 van het decreet worden verantwoord door de lasten in verband met de activiteiten van de vereniging die overeenstemmen met de as waarvoor deze subsidies worden toegekend.

Art. 46. De verenigingen bedoeld in artikel 12, § 3 van het decreet verantwoorden de subsidies die aan deze worden toegekend met toepassing van deze bepaling door de lasten in verband met hun werking en aan hun activiteiten; deze stemmen overeen met de as waarvoor deze subsidies worden toegekend.

Art. 47. De verenigingen die voorlopig worden erkend en die een subsidie genieten met toepassing van artikel 15 van het decreet, verantwoorden deze subsidie door de lasten in verband met hun werking en aan hun activiteiten; deze stemmen overeen met de as waarvoor deze subsidie wordt toegekend.

Deze verenigingen kunnen, in voorkomend geval, de subsidie die toegekend wordt met toepassing van artikel 15 van het decreet, verantwoorden door de uitgaven gebonden aan de bezoldiging, de sociale lasten en diverse lasten in verband met de betrekkingen van het personeel dat werkelijk binnen de vereniging wordt tewerkgesteld.

Art. 48. De verenigingen die erkend worden in het kader van as 3, zoals bedoeld in artikel 3, 3. van het decreet verantwoorden ten minste een voltijds equivalent toegewezen aan de opdrachten bedoeld in dit besluit voor deze as.

Art. 49. De verenigingen die erkend worden in het kader van as 4, zoals bedoeld in artikel 4, 4. van het decreet, verantwoorden ten minste een voltijds equivalent toegewezen aan de opdrachten bedoeld in dit besluit voor deze as.

Art. 50. De vereniging is ertoe gehouden, gedurende vijf jaar, te rekenen vanaf 1 januari van het jaar volgend op de toekenning van de erkenning, alle boekhoudkundige stukken te bewaren ter verantwoording van de aanwending van de toegekende subsidies en ze ter beschikking te stellen van de administratie en de inspectie voor nazicht, overeenkomstig de algemene bepalingen die van toepassing zijn op de begrotingen, op het toezicht op de subsidies en op de boekhouding van de Gemeenschappen en Gewesten alsook op de organisatie van het toezicht van het Rekenhof.

HOOFDSTUK VIII. — *Evaluatieprocedure*

Art. 51. Met toepassing van artikel 19, eerste lid van het decreet, stuurt de vereniging de administratie en de inspectie uiterlijk op 30 juni van elk jaar, een activiteitenverslag en een boekhoudkundige balans betreffende het vorige kalenderjaar.

Met toepassing van artikel 19, tweede lid van het decreet, zendt de vereniging de administratie en de inspectie uiterlijk op 30 juni van het vervaljaar van de programma-overeenkomst, een algemeen verslag over de uitvoering van die programma-overeenkomst en, in voorkomend geval, een nieuw meerjarenactieplan over.

Art. 52. Met toepassing van artikel 20, eerste lid van het decreet stuurt de vereniging, die een overeenkomst geniet zoals bedoeld in artikel 15 van het decreet, uiterlijk op 1 april van elk jaar, een activiteitenverslag en een boekhoudkundige balans betreffende het vorige kalenderjaar aan de inspectie.

Met toepassing van artikel 20, tweede lid van het decreet stuurt de vereniging die een overeenkomst geniet zoals bedoeld in artikel 15 van het decreet, ten hoogste op 30 juni van het vervaljaar van de overeenkomst, een algemeen verslag over de uitvoering van deze overeenkomst en, in voorkomend geval, een nieuw meerjarenactieplan aan de administratie en de inspectie.

HOOFDSTUK IX. — *Beroepsprocedure*

Art. 53. § 1. De vereniging die het voorwerp uitmaakt van een beslissing van :

- a. weigering van erkenning;
- b. weigering van verandering van categorie krachtens artikel 26, § 2 van het decreet;
- c. ambtshalve verandering van categorie krachtens artikel 26, § 1 van het decreet;
- d. intrekking van de subsidie overeenkomstig artikel 24 van het decreet;
- e. intrekking van de erkenning;

beschikt, na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing, over een termijn van één maand om beroep bij de Minister aan te tekenen, met afschrift hiervan aan de administratie.

Dit beroep wordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ingediend. Het bepaalt de gegevens waarop de vereniging zich baseert om de beslissing van de Minister te betwisten en of de vereniging door de Raad wenst gehoord te worden.

§ 2. De administratie stuurt onverwijld het beroep aan de Raad. Na ontvangst van dit beroep, stelt de Raad twee leden aan die belast worden met het onderzoek van dit beroep. Deze mogen het erkenningsdossier niet vooraf hebben behandeld.

Na aanstelling van de leden belast met het onderzoek van dit beroep beschikt de Raad over een termijn van twee maanden om een nieuw advies aan de Minister uit te brengen. Bij gebrek aan advies binnen deze termijn, wordt het geacht gunstig te zijn voor het beroep.

De Minister heeft één maand, te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de Raad om zijn beslissing te nemen. Bij gebrek aan beslissing binnen deze termijn wordt deze geacht in overeenstemming te zijn met het advies van de Raad.

§ 3. In geval van beroep betreffende de weigering van de erkenning, indien de Minister beslist de beslissing nietig te verklaren en de vereniging te erkennen, begint deze erkenning te lopen vanaf 1 januari van het boekjaar waarin de beslissing van de Minister genomen wordt.

HOOFDSTUK X. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 54. Bij wijze van uitzondering op artikel 32, kunnen de verenigingen die een aanvraag tot erkenning in 2004 wensen in te dienen, deze aanvraag tot 30 september 2004 indienen, waarbij de postdatum als bewijs van verzending geldt.

In dit geval, in afwijking van artikel 38, kan de beslissing tot erkenning, voorlopig of van onbepaalde duur, uitwerking hebben vanaf één januari 2005 indien ze vóór 1 september 2005 genomen wordt.

Art. 55. § 1. De verenigingen die vooraf erkend werden krachtens het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, genieten een buitengewone subsidie die overeenstemt met de periode tussen 1 juli 2003 en 31 december 2003.

De uitbetaling van deze buitengewone subsidie gebeurt als volgt, ter aanvulling van de subsidie bedoeld in artikel 9 van het decreet :

- 23 % van de buitengewone subsidie wordt uitbetaald uiterlijk op 30 juni 2004;
- 38,5 % van de buitengewone subsidie wordt uitbetaald uiterlijk op 30 juni 2005;
- 38,5 % van de buitengewone subsidie wordt uitbetaald uiterlijk op 30 juni 2006.

§ 2. De buitengewone subsidie bedoeld in § 1 wordt vastgesteld als volgt :

a) voor de verenigingen die in 2003 een vereenvoudigde subsidiëeringsprocedure genoten op basis van een overeenkomst, zoals bedoeld in Hoofdstuk VII van het besluit van 18 mei 1995 genomen met toepassing van het decreet van 8 april 1976 : 50 % van de subsidie betreffende de werking en de activiteiten, uitbetaald in 2003 overeenkomstig de overeenkomst, met inbegrip van, in voorkomend geval, de niet-zelfstandige gewestelijke en plaatselijke verenigingen;

b) voor de verenigingen die niet in 2003 een vereenvoudigde subsidiëeringsprocedure genoten op basis van een overeenkomst, zoals bedoeld in Hoofdstuk VII van het besluit van 18 mei 1995 genomen met toepassing van het decreet van 8 april 1976 : 50 % van de subsidie betreffende de werking en de activiteiten, uitbetaald in 2003, berekend overeenkomstig de bepalingen van het besluit van 18 mei 1995 genomen met toepassing van het decreet van 8 april 1976.

§ 3. De buitengewone subsidie bedoeld in § 1 wordt verantwoord door de activiteiten uitgevoerd door de vereniging tussen 1 juli 2003 en 31 december 2003.

Art. 56. § 1. De subsidies toegekend aan de verenigingen met toepassing van artikel 39 van het decreet, worden uitbetaald als volgt :

- 80 % van het bedrag van de subsidie wordt uitbetaald uiterlijk op 30 april van elk jaar;

- het saldo, dit is 20 % van het bedrag van de subsidie, wordt uitbetaald uiterlijk binnen de drie maanden na het verstuur door de vereniging aan de administratie en de inspectie van het jaarlijkse activiteitenverslag en de jaarrekeningen van het vorige jaar binnen de termijnen bedoeld in artikel 51.

§ 2. De vereniging die het jaarlijkse activiteitenverslag en de jaarrekeningen binnen de termijnen bedoeld in artikel 51 niet neerleggen, behoudens overmacht, verliest haar recht op de subsidie voor het lopende jaar.

Art. 57. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1995 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en van de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, wordt opgeheven op de datum waarop dit besluit uitwerking heeft.

De Minister tot wiens bevoegdheid de permanente opvoeding behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 april 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
Ch. DUPONT

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3541

[2004/202391]

28 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 septembre 2000 fixant la composition de la chambre de recours du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment les articles 136 à 157;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 septembre 2000 fixant la composition de la Chambre de recours du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 18 octobre 2001, 14 août 2002 et 02 avril 2004;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports, du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E., du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial et de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 septembre 2000 fixant la composition de la Chambre de Recours du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 18 octobre 2001, 14 août 2002 et 02 avril 2004, dans le tableau relatif au 8^{ème} Comité, sous la rubrique : " membres délégués par les organisations syndicales ", dans la colonne intitulée " Membres effectifs ", les mots " Anne JADOT " sont remplacés par les mots " Patrick HONORE " et dans la colonne intitulée " Membres premiers suppléants ", les mots " Patrick HONORE " sont remplacés par les mots " Philippe DUMOULIN " ainsi que dans la colonne intitulée " Membres deuxièmes suppléants ", les mots " Philippe DUMOULIN " sont remplacés par les mots " Christian DEMAN ".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 28 avril 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique,
de la Jeunesse et des Sports,
Ch. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme Fr. DUPUIS